

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
LA RESPONSABILITÉ QUASI - DÉLICTUELLE
EN
MATIÈRE D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Février 1909, à 1 heure

PAR

Jean DELAUNAY

Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
WAHL, professeur

V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier
—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA RESPONSABILITÉ QUASI-DÉLICTUELLE

EN

MATIÈRE D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Février 1909, à 1 heure

PAR

Jean DELAUNAY



Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
WAHL, professeur

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

De la Responsabilité

Quasi-délictuelle en matière d'incendie

INTRODUCTION

A la différence de certains événements qui, comme la tempête, la grêle, l'inondation, constituent de purs cas fortuits et qui, par suite non seulement n'engendrent aucune obligation, mais encore libèrent le débiteur d'un corps certain, l'incendie ne peut être, par lui-même et indépendamment de sa cause, considéré comme un cas fortuit (1).

1. Si la loi décide qu'en thèse générale le cas fortuit est un des modes d'extinction de l'obligation, c'est parce que le cas fortuit est de ceux qui ne peuvent être ni prévus, ni empêchés, qui échappent aux prévisions humaines. Or, l'incendie n'exclut pas d'abord et immédiatement l'idée de faute, car il peut dans bien des cas être prévu et empêché et résulte souvent de l'imprudence et de la négligence du débiteur.

Il convient de remarquer que nous assimilons ici le cas fortuit au cas de force majeure, quitte à distinguer dans la suite la différence existant entre ces deux expressions.

En effet, si l'on excepte celui occasionné par la foudre ou par un tremblement de terre, l'incendie est la plupart du temps dû au fait d'une personne ou d'une chose, pouvant ainsi engager la responsabilité soit de cette personne, soit de celui qui a cette chose sous sa garde.

Nous sommes donc en présence d'une source importante de responsabilités.

Or, le Code civil qui, dans les articles 1733 et 1734 traite de la responsabilité du locataire en cas d'incendie, réglant ainsi le cas de responsabilité contractuelle le plus fréquent, ne formule aucune règle spéciale relative à la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle en cette matière.

Force nous est donc de nous en rapporter au droit commun et l'application des articles 1382 et suivants du Code civil ne va pas sans présenter de grandes difficultés et donner lieu à de nombreuses controverses.

Sans doute, les articles 1733 et 1734, quoique la jurisprudence ait déjà consacré à leur sujet certaines solutions définitives, sont eux-mêmes interprétés de façons très diverses et sont encore l'occasion de décisions peu concordantes, mais cette question de la responsabilité contractuelle a déjà été tant de fois exposée que nous avons préféré traiter de la responsabilité pouvant résulter d'un

incendie entre personnes que ne lie aucune convention.

De là, le titre de notre sujet : « *De la responsabilité quasi délictuelle en matière d'incendie.* »

Nous n'avons pas la prétention de rendre complète une étude forcément renfermée dans un cadre aussi restreint et nous souvenant du conseil du poète :

Sumite materiam vestris, qui scribitis, aquam viribus

nous nous bornerons à exposer en suivant l'ordre du Code lui-même, comment on peut être responsable d'un incendie :

- 1° A raison de son fait personnel ;
- 2° A raison du fait d'autrui ;
- 3° A raison du fait des choses que l'on a sous sa garde.

Nous nous proposons de démontrer que la faute, dans le Code civil, est la base de toute responsabilité, et que la théorie de la responsabilité objective actuellement soutenue par de nombreux auteurs, si elle est défendable en législation, ne peut juridiquement s'appuyer sur aucun des articles de notre Code.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

SECTION I

Principes de la Responsabilité civile

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. »

C'est ainsi que les articles 1382 et 1383, forment le principe de la responsabilité civile, tout en indiquant les deux éléments qui la constituent à savoir : 1^o un dommage ; 2^o une faute cause de ce dommage.

La raison d'être de ce principe ?

Nous la trouvons indiquée dans un passage du rapport de Bertrand de Greuille au Tribunat, passage dans lequel il s'exprime en ces termes : « Tout

individu est garant de son fait, c'est une des premières maximes de la Société ; d'où il suit que si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé, soit tenu de le réparer. Ce principe consacré par le projet n'admet point d'exception ; il embrasse tous les crimes, tous les délits, en un mot tout ce qui blesse les droits d'un autre ; il conduit même à la conséquence de la réparation du tort, qui n'est que le résultat de la négligence ou de l'imprudence.

« On pourrait se demander au premier abord si cette conséquence n'est pas exagérée et s'il n'y a pas quelque injustice à punir un homme pour une action qui participe uniquement de la faiblesse ou du malheur et à laquelle son cœur et son intention sont absolument étrangers.

« La réponse à cette objection se trouve dans ce grand principe d'ordre public : c'est que la loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. Partout où elle s'aperçoit qu'un citoyen a éprouvé une perte, elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte de ne pas la causer et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait. »

Le législateur a placé au-dessus de tout, l'intérêt de la victime du dommage, et c'est dans un but

d'utilité sociale qu'il a ainsi étendu les limites de notre responsabilité.

La règle formulée ci-dessus est, en effet, des plus générales. Elle embrasse tous les cas de responsabilité, ceux qui supposent la volonté coupable de l'agent, comme ceux qui sont exclusifs de toute intention de nuire, pourvu qu'il y ait faute.

Si l'acte est intentionnel, il y a délit. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si l'auteur du dommage n'avait pas l'intention de nuire, il y a quasi-délit.

Mais qu'il s'agisse d'un délit ou d'un quasi-délit, on est en présence de deux faits illicites, qui tous deux obligent de la même manière leur auteur à réparer le dommage.

Le premier élément de la responsabilité civile, c'est le dommage ; quand il n'y a pas dommage, il n'y a pas lieu à réparation civile.

Le fait, même illicite, qui n'a été la source d'aucun préjudice, ne peut servir de base à une action devant les tribunaux ; si celui qui a conçu le projet de nuire l'a abandonné sans le réaliser, il échappe à toute responsabilité civile ; il ne peut y avoir d'indemnité à fournir, puisqu'il n'y a pas eu préjudice.

Mais du moins, tout dommage donne lieu à réparation. C'est ainsi que la simple lésion d'un intérêt moral suffit pour justifier une demande de dommages-intérêts. La personne frappée dans

ses affections subit un préjudice auquel une compensation est due. Ce préjudice peut s'estimer bien qu'il ne soit pas matériel ; on le répare en argent, faute de pouvoir faire mieux ; c'est à la sagesse du magistrat qu'il appartient de résoudre les difficultés d'appréciation, que soulèvent ces questions où un intérêt purement moral est engagé (1).

Le second élément constitutif de responsabilité c'est la faute.

Pour que l'obligation de réparer le préjudice causé à autrui prenne naissance, il faut que l'auteur de ce préjudice soit en faute (2).

Nous ne pouvons par conséquent être tenus de réparer le dommage causé par un acte, que nous avions le droit de faire, car dans ce cas, il n'y a pas faute.

L'article 1382 est incomplet, l'expression « *tout fait quelconque* » pour qualifier la faute est beaucoup trop vague ; celle-ci n'est pas un fait quelconque, mais bien un fait parfaitement déterminé par son caractère illégitime. C'est ainsi que le

1. V. sur ces différents points Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, t. I, nos 33 et 413.

2. Il est impossible, en effet, de soutenir, en présence des travaux préparatoires au Code, que le législateur a voulu créer une responsabilité basée uniquement sur le dommage, sur le fait d'une personne, sans qu'il y ait faute.

Code allemand dit avec précision : « celui qui lèse *illégalement*... une autre personne », article 823 (1).

De même, il n'y a ni faute ni par conséquent responsabilité, quand l'événement qui cause préjudice à autrui est le résultat du cas fortuit ou de force majeure ; ou encore, quand il émane d'une personne qui n'est pas en possession de toutes ses facultés (2).

La faute dont parlent les articles 1382, 1383 et 1384 peut consister soit dans la commission soit dans l'omission d'un acte. « Tout fait quelconque de l'homme... oblige... » dit l'article 1382 « non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence » ajoute l'article 1383. Les dispositions de ces deux articles se complètent l'une par l'autre.

Nous retrouvons donc la *culpa in omittendo* et la *culpa in commitendo* des anciens. Par faute, il faut entendre tout ce qu'on fait sans en avoir le droit et tout ce qu'on néglige de faire quand on avait le devoir de le faire. La loi n'atteint pas seu-

1. Les juristes romains avaient d'ailleurs indiqué ce point avec la plus grande netteté, Gaius « *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur* » (Digeste liv. L., tit. XVII, fr. 55). — Paul « *nemo damnum facit nisi qui id fecit quod facere jus non habet* » (*Ibid.*, fr. 151).

2. C. de cass., 21 octobre 1901. *J. des ass.*, p. 99.

Ibid., 14 mai 1866. D. 1867. 1. 297.

Ibid., 16 janvier 1870. D. 1871. 1. 51.

C. de Lyon, 22 février 1871. S. 1871. 2. 8.

lement le fait positif ; elle condamne également celui qui n'a pas pris ces précautions, qui n'a pas exercé cette surveillance, que les règles de son art, les prescriptions de l'autorité, lui faisaient un devoir d'observer, pour prévenir ou empêcher un dommage.

Néanmoins, l'omission d'un simple devoir moral n'est pas incriminée par la loi civile. On est responsable seulement du préjudice que l'on avait l'obligation de prévenir. « Ainsi un passant qui, voyant une maison sur le point d'être incendiée, néglige de donner l'alarme, manque sans doute à un devoir d'humanité, mais il ne manque à aucun devoir civil », car il n'avait pas mission de veiller à la sécurité de la maison (1).

SECTION II

Responsabilité contractuelle et responsabilité quasi délictuelle

L'auteur d'un sinistre peut se trouver responsable soit envers une personne, envers laquelle il est lié par une convention, c'est le cas du locataire, du dépositaire, du voiturier..., soit envers un tiers, un voisin, par exemple.

1. Dalloz, *J.-C.*, « Responsabilité », n° 87.

Les obligations procèdent, en effet, de l'une de ces deux causes générales, le contrat, c'est-à-dire l'accord des volontés de deux ou plusieurs personnes, dans un but déterminé et la loi, qui dans certains cas, prend soin de reconnaître à l'une des parties un droit qu'elle ne tenait certainement pas de la partie adverse. Et c'est ainsi que les rédacteurs du Code, après avoir tracé les règles régissant les conventions, ont pris soin d'indiquer dans un titre spécial certaines hypothèses, où un lien de droit existe entre personnes qui ne l'ont point évidemment créé d'un commun accord.

Dans la première hypothèse, il y a responsabilité contractuelle, dans la deuxième, responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

Cette distinction autrefois admise sans discussion par tous les auteurs, si bien que M. Huc (1) a pu dire qu'elle n'était pas sérieusement contestable, est maintenant répudiée par une théorie qui soutient que toute faute est délictuelle et que la faute contractuelle n'existe pas.

C'est la théorie d'abord soutenue par Toullier (2), puis par M. Lefebvre (3) et par M. Planiol (4).

La responsabilité, disent ces auteurs, est *une*

1. Huc, t. VIII, n° 424.

2. Toullier. *Droit civil français*, III, p. 146, n° 232.

3. Lefebvre. *Revue critique de Législation*, 1886, t. XV, p. 494.

4. Note, Dalloz, 96.2.457.

par nature et la violation d'une obligation contractuelle peut toujours se ramener à la violation d'une obligation légale.

Pour prouver l'unité de faute, les arguments diffèrent selon les auteurs. Pour les uns, il n'y a qu'une espèce de faute, parce que le contrat est assimilable à une loi. « Il nous paraît impossible dit M. Lefebvre (1), de concevoir que l'exécution d'un contrat, loi particulière, soit autre chose qu'enfreindre les dispositions de la loi, contrat général, implicitement accepté par les parties. »

Selon d'autres, la loi doit être assimilée à un contrat, la loi n'étant que la volonté commune des citoyens exprimée, soit directement, soit par leurs représentants :

Tous les partisans de cette théorie s'attachent surtout à démontrer que les différences irréductibles, signalées par l'opinion commune entre les deux fautes, disparaissent les unes après les autres quand en on recherche la raison d'être.

a) D'après l'opinion commune en matière de contrats la faute est présumée. Le créancier n'a pas à prouver la faute mais simplement le contrat d'où est née sa créance ; cette preuve fournie, le débiteur est réputé en faute par cela seul que l'obligation n'a pas été exécutée. En matière de délits

1. Lefebvre. *Revue critique de Législation*, 1886, t. XV, p. 494.

et de quasi-délits la faute ne se présume pas, la personne lésée doit prouver la faute pour obtenir réparation du préjudice causé.

D'après la théorie adverse il n'y a aucune différence à faire, au point de vue de la preuve à fournir pour agir en dommages-intérêts, que l'obligation, qui n'est pas exécutée, soit contractuelle ou légale. La seule différence qui existe au point de vue de la preuve et qui, dit-on, a causé l'erreur de l'opinion commune, c'est entre les obligations positives d'une part, et les obligations négatives d'autre part. S'il s'agit d'une obligation positive de donner ou de faire, le demandeur n'aura qu'à prouver l'existence de l'obligation et cette preuve faite, le défendeur doit être condamné, à moins qu'il ne prouve, conformément à la règle *Reus in excipiendo fit actor*, qu'il y a eu impossibilité fortuite d'exécution. Cette preuve de l'existence de l'obligation sera insuffisante si l'obligation est négative ; le demandeur devra prouver dans ce cas, que le défendeur a fait ce que cette obligation lui défendait de faire. « La différence qu'on signale entre les deux catégories d'obligations, dans le fardeau de la preuve, dit M. Planiol (1), existe donc réellement mais on a tort de la faire, d'après la nature contractuelle ou légale des obligations,

1. Planiol. *Traité de Droit civil*, t. II, n° 927.

elle tient à la nature positive ou négative de leur objet. »

b) D'après l'opinion courante, la faute ne s'apprécie pas de la même manière, quand elle est commise dans l'exécution d'un contrat ou en dehors de toute convention. La faute très légère n'est pas prise en considération en matière contractuelle, tandis qu'en matière délictuelle ainsi que nous le verrons plus loin, on tient compte de toute faute quelle qu'en soit la gravité. Cette différence n'est qu'apparente, disent les partisans de la théorie que nous examinons ; on confond l'étendue de l'obligation avec la gravité de la faute ; l'article 1137 règle une question non de faute, mais d'obligation. Si la faute très légère n'est pas prise en considération dans l'inexécution d'un contrat c'est que l'obligation du débiteur consiste seulement à agir comme un bon père de famille, mais toute contravention, quelque légère qu'elle soit, à cette obligation, constitue une faute qui engage la responsabilité.

c) Enfin, disent les partisans de l'unité dans la faute, les articles 1150 et 1151 du Code civil qui établissent une gradation entre les dommages prévus et imprévus, directs et indirects, doivent être appliqués en dehors des relations contractuelles : le règlement de l'indemnité est identique que l'obligation soit légale ou conventionnelle. La dis-

inction faite dans les articles 1150 et 1151 a une autre origine, elle repose sur une tradition romaine que Ihering a appelée : « *le principe d'équilibre entre la culpabilité et la réparation*. » La réparation varie avec la culpabilité. La réparation doit être intégrale au cas de dol ou de faute lourde, mais dans le cas de simple faute, le responsable ne supporte que les dommages qu'il a prévus ou pu prévoir. Cette règle s'applique quelle que soit la source de l'obligation.

Tels sont les principaux arguments soutenus en faveur de l'unité de faute.

Nous ne sommes pas partisan de cette théorie et à notre avis, la faute contractuelle n'est pas de même nature que la faute délictuelle, la première est engendrée et limitée par le contrat, la deuxième est créée par la loi (1).

S'il y a faute dans le contrat, c'est parce que les parties ont voulu que si un événement déterminé se produisait (retard ou inexécution), il constituât une faute. C'est le contrat qui engendre la faute, et ce qui le prouve, c'est que le point où elle commence varie avec les contrats et que les parties sont libres de le régler à leur gré. La loi n'intervient que pour sanctionner le contrat, la loi ne crée pas la faute puisqu'elle interdit au juge de

1. V. dans ce sens : Aubry et Rau, n^{ss} 308 et 446. — Demolombe, I, n^o 406 et VIII, n^o 4072. — Baudry-Lacantinerie, II, n^o 869.

modifier la réparation fixée par les parties. Dans le cas de l'article 1382, la loi est à la fois cause et sanction de la faute. La loi pose en principe que les citoyens doivent mutuellement se respecter : *neminem lædere*. Si on viole ce principe, on commet une faute délictuelle et personne ne peut se soustraire à cette responsabilité. La différence entre les deux responsabilités a d'autant plus été consacrée par le législateur, qu'il s'occupe de chacune d'elles à des titres différents et sous des rubriques significatives.

Il est d'ailleurs facile de répondre aux arguments de l'opinion adverse et de démontrer que les différences entre les deux fautes sont nombreuses et importantes.

a) Au point de vue de la preuve d'abord, elle incombe au débiteur qui se prétend libéré, en cas d'inexécution de la convention qui le lie (art. 1147 et 1315). C'est, au contraire, à celui qui a souffert d'un délit à prouver que son auteur est en faute s'il veut obtenir réparation du préjudice causé. Sans doute, l'article 1302 qui, oblige le débiteur contractuel à prouver qu'il n'est pas en faute, ne s'applique qu'aux conventions ayant pour objet un corps certain. Mais l'article 1147 est aussi général que possible: « *Le débiteur est condamné s'il y a lieu au paiement des dommages-intérêts... toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution*

provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée. » Et ici, le texte ne distingue pas selon que le débiteur est tenu d'une obligation positive ou négative.

b) Il y a également une différence dans l'appréciation de la faute résultant du contrat et de celle qui dérive de la loi. Dans le délit on répond du plus léger manquement ; dans le contrat, la faute s'apprécie plus largement suivant les circonstances. Nous ne confondons pas l'étendue de l'obligation avec la gravité de la faute.

Dans le contrat, il est impossible d'apprécier *in abstracto*, un fait, un manquement, pour savoir s'il est une faute, il faut le rapprocher du contrat. Au contraire, s'il y a violation du précepte légal, il suffit d'apprécier le fait en soi, la règle est inflexible. La loi, nous le répétons, pose en principe que les citoyens doivent mutuellement se respecter *neminem lædere*. Si on viole ce principe on commet une faute délictuelle et personne ne peut se soustraire à cette responsabilité. On crée à sa volonté la responsabilité contractuelle, on ne peut toucher à la responsabilité délictuelle.

c) Enfin, la différence habituellement signalée, au point de vue de l'étendue de la responsabilité, existe parfaitement. Nous reconnaissons volontiers que les articles 1150 et 1151 s'inspirent de la tradition romaine « *du principe d'équité entre la culpabi-*

lité et la réparation » mais, ces principes ne s'appliquent que pour la faute contractuelle. Dans le délit, la faute est toujours réputée dolosive et entraîne réparation intégrale.

C'est d'ailleurs l'opinion de notre éminent professeur M. Weiss (1), qui déclare que les articles 1150-1151, visant l'un et l'autre la responsabilité contractuelle et supposant entre les parties l'existence d'un lien obligatoire volontairement formé, on s'explique très bien alors que le débiteur contractuel ne soit responsable que des suites immédiates et actuelles de sa faute. La loi suppose avec raison que les parties prévoyant l'inexécution possible de l'obligation à laquelle leur volonté a donné naissance, ont implicitement réglé les dommages-intérêts dont le débiteur en faute, serait passible dans ce cas. Mais, pareille interprétation n'est plus présumée en présence d'un délit ou d'un quasi-délit ; il n'y a plus place pour une clause tacite dans un contrat qui n'existe pas (2).

Ajoutons que M. Planiol (3), qui prétend que la

1. *Cours de droit civil*, 1897-1898.

2. La Cour de cassation a nettement posé la règle dans un arrêt du 21 janvier 1890 (Sirey, 1890.1.408) : « C'est seulement, dit-elle, en matière de délit ou de quasi-délit que toute faute quelconque oblige son auteur à réparer le dommage provenant de son fait ; un mandataire n'est tenu d'apporter à la question dont il s'est chargé que les soins d'un bon père de famille. »

3. Planiol, *op. cit.*, n° 877.

différence spécifique entre les fautes au point de vue rationnel et doctrinal n'a ni sens ni raison d'être, convient cependant qu'en pratique, *on peut trouver quelques dispositions de la loi positive, qui donnent intérêt à cette distinction.*

Cette différence entre les deux fautes étant admise, ce sont les règles régissant la faute quasi-délictuelle qui devront être appliquées dans les différents cas envisagés dans notre étude, puisque nous avons limité notre sujet à l'exposé de la responsabilité pouvant résulter d'un incendie, entre personnes juridiquement étrangères l'une à l'autre.

Première Partie

De la responsabilité à raison de son fait personnel

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I

De la Faute

Les règles générales relatives à la responsabilité civile, que nous avons brièvement indiquées ci-dessus s'appliquent en matière d'incendie.

Celui qui par sa faute, son imprudence ou sa négligence est cause d'un incendie, doit réparation intégrale des dommages qui en résultent.

La plupart du temps la responsabilité quasi-délictuelle, en matière d'incendie, se présente sous la forme « de recours des voisins ».

Très souvent, en effet, l'incendie se communique de la maison ou de l'appartement où il a pris à la maison ou à l'appartement voisins.

Le propriétaire ou les locataires qui ont de ce fait éprouvé des dégâts peuvent former une de-

mande en dommages-intérêts contre le propriétaire ou le locataire des locaux où l'incendie a commencé.

Conformément aux principes précédemment énoncés, le voisin n'est responsable des dégâts occasionnés par l'incendie qui a pris chez lui, que lorsqu'il y a faute de sa part, et cette faute s'apprécie *in abstracto*. Lorsqu'il n'existe pas de contrat particulier, lorsqu'il s'agit d'une faute commise en dehors de toute convention, la partie lésée n'a pas à se préoccuper de savoir quel est le degré d'activité ou de réflexion que le délinquant met au service de ses propres intérêts. De quel droit celui avec qui nous n'avons pas traité, viendrait-il nous imposer les effets funestes de son incurie habituelle ?

Quelquefois l'acte de commission ou d'omission qui donne lieu à l'incendie n'est pas seulement le résultat d'une imprudence ou d'une négligence ordinaire ; il peut arriver que le fait soit de telle nature, qu'il doive être assimilé au dol. On l'appelle communément faute lourde. La faute lourde est celle que l'homme le moins soigneux ne commet pas. Elle ne diffère du délit que par l'intention de nuire.

Disons en passant, que l'on peut se garantir au moyen de l'assurance contre les conséquences de

ses fautes ordinaires, mais non contre celles de ses fautes lourdes (1).

Mais, si la faute peut, en certains cas, à raison de sa gravité même faire peser sur le délinquant une responsabilité plus lourde, à l'inverse ne pourra-t-il pas arriver que dans le cas d'une faute très légère, son auteur soit déclaré irresponsable ? En d'autres termes, doit-on décider que toute imprudence si légère qu'elle soit, si imprévu que soient ses résultats, entraîne toujours et inévitablement la responsabilité pleine et entière de son auteur ?

Si nous nous reportons au droit romain, nous voyons que la loi Aquilia dans son troisième chapitre punit la destruction ou la détérioration de toute chose corporelle d'une amende calculée sur sa plus haute valeur dans le mois qui a précédé le délit. Quelques textes du Digeste, prévoient même spécialement le cas qui nous occupe.

Ainsi la loi 27 § 9 décide qu'un boulanger qui, en s'endormant près de son four, a provoqué un incendie, doit indemniser ceux qui ont essuyé quelques pertes par suite de cet accident.

Le paragraphe 10 de la même loi, déclare que celui qui possède un four dans un mur mitoyen et qui ne le fait pas réparer, bien qu'il soit en mau-

1. Cass., 15 mars 1876. — D. 76.1.449. — S. 76.1.337. V. note de M. Labbé.

vais état, est responsable vis-à-vis de son voisin de l'incendie que cette faute peut occasionner.

Enfin la loi 30 § 2 résoud la question de responsabilité du voisin dans une espèce où les principes sont très clairement exposés. « Un laboureur met le feu dans son champ pour détruire les mauvaises herbes, les ronces, les épines qui l'infectent ; le feu gagne un bois, une maison, un vignoble qui se trouvent auprès et les consume ; on demande si le laboureur doit répondre de cet accident. » La loi distingue s'il est en faute ou s'il n'y est pas, elle décide qu'il est en faute s'il a choisi pour cette opération un jour qu'il faisait grand vent ou s'il n'a pas pris les précautions nécessaires pour empêcher le feu de sortir de son terrain. Dans l'un et l'autre cas, elle le condamne aux dommages-intérêts. Mais il n'est point en faute, s'il a pris toutes les mesures qu'on pouvait exiger de lui ; si par exemple, les progrès du feu ont été occasionnés par un vent impétueux et qu'il n'a pas été possible de prévoir, ni de prévenir ; en ce cas, la loi veut que le laboureur soit absous.

Il semble bien résulter de ces textes, que la moindre imprudence, la moindre négligence, la moindre imprévoyance doivent être une cause de responsabilité.

Ce n'est d'ailleurs que l'application d'un principe énoncé dans la loi 44 Digeste « *ad Legem*

Aquiliam » : « *in lege Aquilia et levissima culpa venit.* »

Si nous envisageons maintenant la question de l'étendue de la responsabilité dans notre ancien droit, nous y trouvons des solutions peu concordantes.

La coutume de Bretagne ne donne action à la victime que dans le cas où celui qui a mis le feu dans sa maison a eu l'intention de nuire : « *Et quand le feu ard la maison d'aucun et la maison d'un autre perisse par le même feu, si lui ni ses adhérens ne l'y mettent pour faire dommage à qui elle est ou à d'autres, il n'est tenu à rendre aucune chose (article 944.)* » Le voisin n'est responsable que dans le cas de dol ; il faut l'intention de nuire, une simple faute ne suffit pas (1).

La coutume de Bayonne au contraire décide qu'il y a responsabilité du voisin non seulement dans le cas de dol, coulpe ou fraude, *mais encore dans celui de simple faute*. Elle porte en effet au titre XXIV :

ARTICLE PREMIER. — Quant au moyen du feu qui se prend en un four de ladite ville, les maisons circonvosines ou

1. Merlin rapporte deux arrêts du 10 décembre 1628 et du 26 juin 1633 qui ont adopté la même opinion. *Répertoire de la jurisprudence*, v^o « Incendie ».

autres sont brûlées, ou abattues pour éviter plus grand feu ou dommage, le seigneur du four est tenu de réparer le dommage tant des maisons brûlées que perdues, ou meuble qui s'est perdu ou gâté, de la valeur duquel meuble sont crus par serment les perdeurs et endommagés.

ART. 2. — Si un tel dommage vient par feu venant d'autre maison particulière, le seigneur d'icelle est conducteur, s'il y a en a, l'un pour l'autre et chacun pour le tout est tenu de réparer tel dommage.

C'était la solution dominante en jurisprudence ; et deux arrêts en particulier, l'un du 18 août 1735, l'autre du 22 août 1743, sont absolument précis sur ce point et décident que le voisin est responsable *même de ses fautes très légères*.

La solution était donc la même qu'en droit romain.

Et nous estimons étant donné les termes des articles 1382 et 1383, qu'il en est encore ainsi. Toute imprudence, si légère qu'elle soit, entraîne la responsabilité de celui qui l'a commise.

Nous approuvons donc ce jugement du tribunal civil de la Seine qui décide que le fait de renverser par suite d'un faux mouvement une lumière tombée d'une table où elle avait été mal placée, constitue une faute de nature à exercer un recours de

voisinage contre celui qui ainsi occasionne un incendie (trib. civ. Seine, 5 mai 1893) (1).

Et cependant nous nous trouvons ici en présence non pas d'une faute proprement dite, d'une imprudence, mais bien d'une simple inattention, d'une pure maladresse.

Disons de suite que la jurisprudence a admis certains tempéraments à la rigueur du principe, que nous admettons, savoir : que toute faute quelque minime qu'elle soit entraîne la responsabilité de son auteur. Elle a une tendance à reconnaître qu'il est certaines fautes si légères, si insignifiantes qu'on peut les assimiler à un cas fortuit.

Et pour justifier cette jurisprudence, on allègue que l'incendie est presque toujours le résultat tout à la fois de la faute et d'un concours de circonstances fortuites ; que la loi ne peut pas oublier combien les actes humains sont quelquefois le jouet des événements. Il faut faire, dit-on, la part du hasard, prendre l'homme tel qu'il est, c'est-à-dire incapable, avec ses seules forces, de tout prévoir, d'apprécier toutes les conséquences que ses actions peuvent produire. Il faut tenir compte, dans l'administration de la justice, des conditions de notre nature, car, selon l'expression de Prou-

1, *J. des Ass.*, 1894, p. 54.

dhon « *on ne doit pas faire le procès à la fragilité humaine* (1) ».

Il nous est impossible d'indiquer même d'une façon générale quels sont les faits d'omission ou de commission qui constituent en faute l'auteur de l'incendie.

Nous citerons toutefois à titre d'exemple et afin de permettre d'apprécier l'esprit général de la jurisprudence quelques-unes des espèces sur lesquelles les tribunaux ont été appelés à statuer.

Il a été jugé qu'il y a faute, donnant lieu à un recours en indemnité, dans le fait :

De celui qui pénètre dans un magasin renfermant des matières combustibles avec une chandelle à feu nu (Pau, 30 mars 1868) (2).

De celui qui enferme dans un grenier de la luzerne, alors qu'elle n'est pas suffisamment sèche, de telle sorte qu'un incendie prend naissance par l'effet de la fermentation (trib. civ., Lodève, 11 novembre 1858) (3).

De celui qui place en grande quantité, dans un séchoir des matières essentiellement combustibles et qui n'exerce pas une surveillance assez active sur ce séchoir (trib. civ., Metz, 28 janvier 1859) (4).

1. S. 1513. V. aussi Sourdat, t. 1, p. 213.

2. J. des Ass., 1868, p. 403.

3. J. des Ass., 1859, p. 314 et 373.

4. J. des Ass., 1859, p. 347.

De celui qui a négligé de ventiler une cave où un récipient de pétroléine s'était brisé ; et de celui qui est descendu dans cette cave non ventilée, alors qu'il avait été averti du danger auquel il s'exposait (trib. civ., Seine, 6 juillet 1865) (1).

Un grand nombre de lois, de décrets, d'ordonnances ou de règlements ont pour but de prévenir ou tout au moins d'éviter la propagation du fléau. L'inobservation de ces lois ou règlements constitue une faute susceptible d'engager la responsabilité de celui qui la commet, lorsqu'un incendie est la conséquence de cette inobservation.

Ainsi le propriétaire d'un établissement dangereux chez lequel le feu prend naissance, même sans aucune cause connue, est responsable vis-à-vis de ses voisins, de la communication d'incendie, lorsque cette communication est due à l'inobservation des règlements administratifs (Douai, 16 mai 1895) (2).

Par contre l'inobservation des règlements ne met pas le voisin à l'abri de tout recours. Car si les précautions édictées ne suffisent pas, il doit en prendre d'autres.

La faute peut encore résulter de l'omission des règles de la profession que l'on exerce.

1. *J. des Ass.*, 1865, p. 348.

2. *J. des Ass.*, 1895, p. 541.

Ce principe s'applique soit qu'il y ait négligence accidentelle, soit que l'omission provienne de l'ignorance de ce que l'on doit savoir.

Ainsi le fumiste qui, ramonant une cheminée ne prendrait pas les soins nécessaires pour que le ramonage fût bien effectué, serait responsable de l'incendie causé par suite de ce défaut de précautions (1).

De même, un artificier aurait à répondre de l'incendie causé par des pièces, bombes ou fusées volantes qu'il aurait fait partir imprudemment (2). Remarquons que l'artificier serait responsable alors même que l'emplacement pour le tir du feu d'artifice lui aurait été désigné par l'administration locale. Car, comme le dit fort justement un arrêt de la Cour de Paris, c'était à lui à raison de ses connaissances pratiques et professionnelles, à prévoir les dangers et à les signaler à l'administration. Mais, comme dans ce cas, il y a souvent faute commune de la part de la municipalité qui a choisi un emplacement dangereux et de l'artificier, qui l'a accepté sans faire d'observations, le sinistre donne ouverture contre eux à une action *in solidum* pour la réparation du préjudice.

Nous ferons remarquer au sujet de cette action

1. V. Trib. de paix, VIII^me arrondissement, 8 août 1862. *J. des Ass.* 1863, p. 68.

2. Trib. civ., Seine, 8 fév., 1887 *J. des Ass.*, 1887, p. 129.

in solidum, que quelques auteurs, s'autorisant de l'article 1202 « *la solidarité ne se présume point, il faut qu'elle soit expressément stipulée* », ont nié qu'une solidarité quelconque pût résulter des cas de responsabilité prévus par les articles 1382 et 1383. L'article 55 du Code pénal, disent-ils, établit la solidarité entre les condamnés pour un même crime ou un même délit. Cet article ne parle pas des quasi-délits. Donc, pas de solidarité (1).

L'opinion contraire nous semble préférable (2). Nous croyons qu'on doit admettre la solidarité entre tous les co-auteurs d'un quasi-délit. Quand plusieurs personnes ont concouru à un même acte dommageable, il nous paraît bien impossible que chacune d'elles ne soit pas tenue de le réparer pour le tout. Le nombre des coupables ne peut avoir pour effet de diminuer la responsabilité qui revient à chacun d'eux; autrement on serait conduit à cette conséquence bien inadmissible, qu'en cas d'insolvabilité de l'un des délinquants, la victime du dommage ne recevrait qu'une satisfaction incomplète. L'article 1202, que l'on oppose dans le système contraire, est fait pour le cas où une convention existe entre deux personnes; si le

1. Toullier. T. XI, n° 151.

2. V. dans ce sens Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, II, art. 1202.

créancier n'a pas pris soin de stipuler la solidarité entre codébiteurs, il est juste que cette solidarité ne se présume pas. Mais en matière de quasi-délit, on ne peut reprocher à celui qui subit un préjudice de n'avoir point exigé une garantie semblable, puisqu'il ne pouvait ni prévoir l'événement d'où est né ce préjudice, ni en connaître les auteurs.

La jurisprudence est d'ailleurs formelle en ce sens (Cass., 29 février 1836, 12 mars 1839 et 29 janvier 1840) (1). La Cour de cassation a même poussé fort loin l'application rigoureuse de ce principe. Elle a décidé « qu'il y avait lieu de condamner solidairement à la réparation du dommage causé à un propriétaire voisin, divers établissements industriels dont les vapeurs ou gaz, par leur réunion et agglomération, avaient produit ce préjudice sans qu'il fût possible de déterminer la part pour laquelle chaque établissement y avait contribué » (2). Les divers propriétaires responsables n'étaient cependant pas dans ce cas, co-auteurs ou complices du quasi-délit commis par chacun d'eux individuellement.

Ajoutons pourtant que la solidarité qui résulte d'un quasi-délit, quand elle n'est pas formellement édictée par la loi, ne faisant supposer aucun lien,

1. Sirey, 1840, I, 214.

2. Sirey, 1827, I, 236. Cass., 11 juillet 1826.

aucune association entre ceux qui ont participé au fait dommageable, ne peut produire les effets que la solidarité ordinaire tient de la convention de société dont elle est ordinairement le résultat. C'est une solidarité que l'on appelle imparfaite, qui oblige tous les codébiteurs à réparer le dommage « *pour le tout* », mais qui ne les constitue point mandataires les uns des autres à l'effet de recevoir les poursuites du créancier ou à l'effet de perpétuer l'obligation.

SECTION II

De la preuve de la faute

§ I

Il résulte de ce que nous venons d'exposer que celui qui occasionne un incendie par sa faute, sa négligence ou son imprudence, en est responsable.

Mais, à qui incombe la preuve de cette faute ou de cette négligence ? Est-ce au demandeur à prouver la faute de l'auteur de l'incendie ? Est-ce au contraire au défendeur à démontrer le cas fortuit ?

La solution, conformément au principe : *actori*

incumbit probatio, ne pourrait même pas être discutée, si l'on n'avait pas essayé de renverser le fardeau de la preuve, en alléguant qu'il y avait présomption de faute contre le voisin, dans la maison duquel l'incendie avait commencé.

Disons de suite que cette question est aujourd'hui tranchée d'une façon définitive par une jurisprudence des plus constantes ; c'est au demandeur à faire la preuve de la faute de l'auteur de l'incendie.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

En droit romain, par exemple, l'auteur de l'incendie, en était responsable, à moins de prouver qu'il n'avait commis aucune faute. Cette opinion se base sur deux lois du Digeste. La première (L. 3, p. 1, Dig. I, 15), décide que « *plerumque incendia culpa fiunt inhabitantium.* » La seconde (L. 11, Dig. XVIII, 6), est encore plus formelle en déclarant que « *incendium sine culpa fieri non potest* » ? Il y a donc présomption légale que tout incendie qui arrive dans une maison a sa cause dans la faute de ceux qui l'habitent. La preuve incombe donc au *paterfamilias*, qui doit prouver pour ne pas être condamné, que ni lui, ni ceux dont il est responsable ne sont en faute.

Dans notre ancien droit, la plupart des auteurs, principalement d'Argentré, Basnage, Denizard et Pothier, sont d'avis que c'est au défendeur en

dommages et intérêts à prouver que ni lui ni ses domestiques ne sont en faute. Denizard à l'appui de cette opinion, cite notamment un arrêt de la deuxième Chambre des requêtes du 22 août 1743, qui résume les principes de la matière. Cet arrêt, rendu au rapport de M. de la Villonnière, a confirmé une sentence rendue, au bailliage de Sant-Dizier, par laquelle M^e Louis, notaire et procureur au dit bailliage, était condamné aux dommages et intérêts de ses voisins incendiés comme lui, par la seule raison qu'il était prouvé que l'incendie avait eu son origine dans sa maison. Le cas fortuit, est-il dit dans cet arrêt, ne se présume pas en fait d'incendie, s'il n'est pas prouvé. La responsabilité délictuelle, en cas d'incendie, est subordonnée à la règle du droit romain : *Plerumque...* et l'habitant est présumé en faute à l'égard de ses voisins.

Mais, d'autres auteurs tels que Rousseau de la Combe, Henrys, Saligny soutiennent l'opinion contraire « Quand il s'agit, dit le premier, de l'action des voisins contre le propriétaire, qui demeurait dans la maison ou contre les locataires, le voisin, qui veut agir *debet probare culpam, quæ non præsumitur...* »

Mais nous croyons qu'en général, dans notre ancien droit, il y avait présomption de droit que le feu, qui avait pris dans une maison avait été

causé par la faute ou la négligence de celui qui l'habitait.

Cette présomption de faute a été inscrite dans notre Code aux articles 1733 et 1734 (1) ; et on a prétendu qu'elle devait s'étendre *a fortiori* au propriétaire dans la maison duquel l'incendie avait commencé. Un propriétaire, dit-on, peut surveiller et choisir ses locataires et néanmoins ceux-ci sont présumés en faute si l'incendie éclate dans la maison louée. Comment admettre que le propriétaire qui ne peut surveiller son voisin, soit obligé de prouver la culpabilité de ce dernier. Mais, son recours serait illusoire, il lui serait impossible de rapporter la preuve d'une faute, d'une négligence, qui ne peut être connue que des personnes qui habitent la maison.

Plusieurs arrêts se fondant sur ces arguments ont présumé la faute et étendu à notre cas l'article 1733.

Un arrêt de la Cour d'Amiens du 24 messidor, an XI (2) décide que l'incendie doit être réputé le fait de la négligence du propriétaire des bâtiments dans lesquels le feu s'est manifesté, qu'en conséquence ce dernier doit être condamné s'il

1. Tout au moins d'après certains auteurs ; car pour d'autres, et nous sommes de cet avis, l'article 1733 n'est qu'une application de l'article 1302.

2. Dalloz. *Jurisprudence générale*, V. « Louage », n° 390, note.

n'apporte pas la preuve que l'incendie a été l'effet de la force majeure ou de la malveillance.

Jugé également que le propriétaire dans la maison duquel le feu a commencé est responsable de la perte éprouvée par les propriétaires voisins sans qu'il soit nécessaire de prouver qu'il y a faute ou négligence de sa part (Rouen, 17 janvier 1811. — Montpellier, 25 mars 1824) (1).

Mais cette opinion est de nos jours complètement abandonnée et la jurisprudence est unanime à décider que la preuve de la faute incombe au demandeur en dommages-intérêts.

Parmi les nombreuses décisions rendues en ce sens, nous nous contenterons de citer un arrêt de la Cour de cassation du 18 décembre 1827, qui pose très clairement les principes de la matière.

« Attendu que l'action que peut avoir le propriétaire, dont la maison a été endommagée par suite ou à raison de l'incendie, qui a commencé chez le voisin est réglée par les dispositions des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil ; que c'est sur ces trois articles que les demandeurs ont fondé leur action et que leur pourvoi est basé ; qu'il est de principe général, que celui qui demande la réparation du dommage causé par un quasi-délit, est tenu comme celui qui se plaint du délit même, de rapporter la preuve du fait qui

1. Dalloz, *Jurisprudence générale*. V. « Louage », n° 300, note.

constitue le quasi-délit, ou de l'imprudence ou de la négligence sur laquelle il fonde son action. Que la présomption légale de faute en matière d'incendie n'a été établie par les articles 1733 et 1734 du Code civil contre les locataires, que dans le seul intérêt du propriétaire de la maison louée et cela par suite des obligations spéciales du preneur envers le bailleur et des soins qu'il doit apporter à la conservation de la chose; qu'ayant reconnu en fait que les demandeurs ne prouvaient pas que le préjudice souffert provenait du fait ou de la négligence du défendeur, la Cour royale de Paris a fait une juste application des principes de la matière en déclarant, que la demande n'était pas justifiée, etc. » (1).

Il est d'ailleurs rationnel que l'on soit plus sévère pour le locataire, qui n'a le plus souvent aucun intérêt à la conservation de l'immeuble qu'il habite, que pour le propriétaire que l'incendie peut ruiner et qui par suite est supposé devoir apporter plus de vigilance à la garde de sa maison.

Quand le propriétaire est assuré, il n'a plus, il est vrai, le même intérêt à la conservation de l'im-

1. Voir dans le même sens Trib. civil de la Seine, 18 avril 1905. *Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 76.

meuble, mais même alors, il n'est pas soumis à la présomption de l'article 1733 (1).

§ 2

Celui qui exerce un recours contre l'auteur de l'incendie doit donc prouver la faute, la négligence ou l'imprudence de ce dernier.

Mais cette preuve seule ne suffit pas. Car il faut également prouver la relation de cause à effet, c'est-à-dire prouver que la faute, la négligence ou l'imprudence alléguées, ont bien été la cause de l'incendie ; le défendeur serait affranchi de tout recours alors même qu'il serait établi qu'il a été en faute, s'il ne résultait pas de l'examen des faits que l'incendie a été précisément le résultat de cette faute.

La Cour de Bordeaux a été appelée à faire l'application de ce principe dans une espèce intéressante. Il s'agissait d'un recours de voisinage. Le demandeur avait réussi à démontrer, en fait, que le locataire contre lequel il exerçait l'action en responsabilité détenait chez lui des matières facilement inflammables, qu'il avait placé ces matières au milieu d'autres matières susceptibles de prendre feu spontanément ; qu'en outre, les ouvriers

1. Sirey, 1825.2.206.

de ce locataire avaient fumé le jour même du sinistre, dans l'atelier où ces matières étaient déposées. Même en présence de ces constatations de fait, la Cour de Bordeaux n'a pas hésité à repousser la demande, parce qu'il n'était pas prouvé que l'imprudence du locataire eût été la cause de l'incendie, parce qu'il n'était pas prouvé que la communication du feu eût été le résultat de cette imprudence (Cour de Bordeaux, 5 août 1864) (1).

De même, l'infraction aux différents règlements ou décrets ne suffit pas à engager la responsabilité du voisin chez qui le feu a commencé, il faut que l'inobservation du règlement ait été la cause génératrice du préjudice dont il est demandé réparation (ainsi jugé : Trib. civ., Seine, 18 avril 1905) (2).

1. *J. des Ass.*, 1865, p. 87. — V. encore trib. civ., Seine, 4 et 18 mars 1859. *J. des Ass.*, 1859, p. 189.

2. *Rec. pér.*, 1906, p. 76. — V. dans le même sens : Cour de Besançon, 21 juin 1905. *J. des Ass.*, 1906, p. 17. — Cass., 22 octobre 1889. *Rec. pér.*, 1889, p. 273. — Cass. Req., 7 mars 1892. *Rec. pér.*, 1892, p. 554. — C. de Paris, 20 juillet 1899. *Rec. pér.*, 1899, p. 481.

Deuxième Partie

De la Responsabilité à raison du fait d'autrui

PRÉLIMINAIRES

Ainsi que nous venons de le voir, toute personne qui, par son propre fait et par sa faute, occasionne un incendie est responsable des dégâts qui en résultent. Mais, cette responsabilité déjà générale énoncée dans les articles 1382 et 1383 ne suffisait pas à donner satisfaction au principe d'équité qui veut que quiconque par sa faute est cause directe ou indirecte d'un dommage, doit le réparer. Souvent en effet, l'auteur direct du dommage est une personne contre laquelle des poursuites seraient vaines. Supposons que l'incendie soit occasionné par un mineur, un domestique ou un ouvrier, dont le plus souvent le patrimoine n'est pas en rapport avec l'étendue du dommage causé ; dans ces divers cas la victime n'aurait aucun recours utile à exercer. De même, des animaux, des objets inanimés peuvent être la cause

d'un sinistre, et il faut que quelqu'un réponde pour eux, tout au moins quand cette personne est elle-même en faute,

Aussi le législateur a-t-il complété le principe de la responsabilité de notre propre fait par celui de la responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses.

L'article 384 nous rend responsables du dommage causé par les personnes qui sont sous notre autorité et sous notre direction, ou par les choses qui sont sous notre garde.

Cette partie de notre étude, selon le plan primitivement tracé, sera exclusivement consacré à la responsabilité à raison du fait d'autrui.

En édictant cette responsabilité du fait d'autrui le législateur n'a pas entendu faire retomber les conséquences fâcheuses produites par les actes de certaines personnes, sur d'autres, qui seraient entièrement exemptes de reproches. Il a pensé que la négligence du père de famille à remplir vis-à-vis de ses enfants, ses devoirs d'éducation et de surveillance, la facilité trop grande avec laquelle certains chefs d'entreprises accueillent les commis et les ouvriers, à qui ils ont des travaux à confier, sont ordinairement la cause principale des fautes qui peuvent être imputées à ces derniers.

Il n'y a donc pas là de dérogation positive au principe de la personnalité des fautes, car les per-

sonnes responsables du fait d'autrui sont réellement et personnellement en faute et c'est leur faute personnelle que la loi punit.

Il en résulte d'une façon certaine que la personne responsable du fait d'autrui ne peut jamais être condamnée qu'à la réparation pécuniaire du dommage et non à une peine proprement dite. Aussi dit-on qu'elle est civilement responsable pour autrui, afin d'exclure l'idée de toute responsabilité pénale.

Mais, il y a pourtant quelque chose d'exceptionnel dans l'article 1384 : c'est la présomption de faute qu'il établit contre les personnes qu'il énumère. Et cette présomption est justifiée par les faits. Car, le plus souvent, si l'enfant avait été mieux éduqué, mieux surveillé, si nous avions choisi ou commandé avec plus de discernement notre ouvrier ou notre employé, le dommage n'aurait pas été causé. Il est, du reste, plus facile au présumé responsable de se disculper en établissant qu'il n'a commis aucune négligence, qu'il a exercé toute la surveillance désirable, il lui est plus facile de faire cette preuve qu'à un étranger de montrer le contraire. Nous admettons, en effet, que dans tous les cas prévus par la loi, celui sur qui pèse cette présomption légale, peut la combattre par la preuve contraire, c'est-à-dire en établissant qu'il n'y a pas eu de faute de sa part. Nous

verrons toutefois que la jurisprudence n'admet pas la preuve contraire en ce qui concerne le fait des domestiques et des préposés.

Le demandeur, cependant, n'est pas dispensé de toute espèce de preuve, quand il agit contre une personne responsable du fait d'autrui. Il faut qu'il prouve qu'un fait dommageable a eu lieu, qu'il en a réellement souffert et que l'auteur de ce fait se trouve vis-à-vis du défendeur, dans le rapport même que la loi a pris soin de déterminer.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE

Aux termes de l'article 1384 du Code civil :
« Le père est responsable du dommage causé par ses enfants mineurs habitant avec lui. »

L'expression dommage est générale, elle s'étend évidemment aux dommages d'incendie. Si donc le père ne surveille pas ses enfants ; si, comme cela arrive bien souvent dans les campagnes, il leur permet de jouer avec des allumettes chimiques, d'allumer du feu près des meules de foin ou de fourrage, s'il les laisse seuls dans sa maison, il est responsable de l'incendie dû à cette imprudence (1).

SIECTON I

Du fondement de cette responsabilité

La responsabilité des père et mère a son fon-

1. V. Trib. civ. de Villefranche, 2 août 1855. — C. de Poitiers 29 juin 1864. — Just. de paix de Pelussin, 21 avr. 1868. *J. des Ass.* 1876, p. 10, 1865, p. 15 ; 1869, p. 142.

dement dans la puissance paternelle, dans l'ensemble des droits et des devoirs, qui en constituent les attributs.

Aux termes de l'article 203 du Code civil, *« les époux contractent ensemble par le seul fait du mariage l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants »*.

Il ne suffit donc pas, dit la loi, de nourrir et d'entretenir les enfants, il faut encore les élever ; c'est-à-dire veiller non pas seulement au développement physique, mais principalement au développement moral, c'est-à-dire à l'éducation de l'intelligence et de la conscience.

Pour faciliter aux parents ce devoir d'éducation, les rédacteurs du Code civil leur ont donné le droit de correction (art. 375 et suivants). Dans le même but, ils ont défendu à l'enfant de quitter la maison paternelle sans l'autorisation de son père (art. 374). Mais après avoir fourni aux parents le moyen de remplir leur devoir d'éducation, le législateur le leur a imposé en formulant l'article 1384, qui rend les père et mère responsables du dommage causé par leurs enfants habitant avec eux.

Cette disposition paraît être tout à fait nouvelle dans l'histoire du droit. La puissance paternelle à Rome était conçue dans un esprit si différent de celui d'après lequel cette institution a été organi-

sée chez nous, qu'il est à peu près inutile de chercher dans le droit romain, voire même dans l'édit du préteur des règles qui puissent servir de termes de comparaison avec la responsabilité que nous étudions.

La puissance paternelle à Rome avait le caractère d'un droit, chez nous elle se présente surtout avec le caractère d'un devoir et l'autorité dont le père est investi, les droits qui lui sont reconnus, ont pour objet de le mettre à même de diriger et d'élever ses enfants.

A Rome les délits commis par le fils de famille avaient à l'égard du père un effet restreint, il pouvait se soustraire au paiement de la peine en faisant l'abandon noxal ; il pouvait encore être condamné dans la mesure de l'enrichissement que le délit avait procuré au pécule (1).

S'il était ainsi, dans une certaine mesure, obligé à raison d'un acte délictueux de son fils, c'est qu'il n'y avait pas moyen de donner satisfaction à la personne lésée. Le fils n'avait qu'exceptionnellement des biens à lui, et le père, sauf le cas où il lui avait concédé à titre de pécule, une fraction de son patrimoine et où il avait réalisé lui-même un bénéfice ne pouvait être indirectement soumis aux poursuites d'un créancier vis-à-vis duquel il

1. Loi 35, de noxal. action. Dig., IV, 4.

n'avait entendu contracter aucune obligation. La nécessité d'atteindre le coupable, de ne pas laisser faute impunie, était la raison pour laquelle le père était placé dans cette alternative, de réparer le dommage ou d'abandonner ses droits sur celui qui l'avait causé.

On n'avait point songé que le fait incriminé pût être la conséquence indirecte d'une faute du père. Celui-ci n'était directement responsable que quand il avait ordonné l'acte ou quand étant présent à son exécution et ayant le pouvoir de l'empêcher il l'avait laissé s'accomplir.

Dans la collection des coutumes diverses qui forment le fond de notre ancien droit français, nous remarquons l'article 656 de la coutume de Bretagne qui admettait que le père pût être condamné à payer l'amende civile, lorsque son enfant aurait fait tort à autrui. Il ne paraît pas que cette disposition se fût généralisée malgré les efforts tentés dans ce but par quelques auteurs.

Merlin cite plusieurs coutumes dans un sens absolument opposé ainsi qu'un grand nombre d'arrêts du Parlement (1). Cette idée que le dommage causé par l'enfant provient d'un défaut de surveillance et de direction imputable à son père ne paraît guère avoir été prise en considération

1. *Répertoire*. Puissance paternelle. Section III, § 2 n. 2.

dans l'ancien droit. C'est sur elle qu'est fondé entièrement l'alinéa 2 de l'article 1384 du Code civil.

SECTION II

Conditions pour que cette responsabilité soit encourue.

Pour que la responsabilité civile des parents soit encourue, il faut :

- 1° Que l'enfant habite avec son père ;
- 2° Que l'enfant soit mineur à l'époque où il cause le dommage.

§ 1

L'article 1384 étant fondé sur une présomption de faute, il est juste que la responsabilité du père soit dégagée quand l'enfant n'habite pas avec lui.

Mais, bien entendu, la loi suppose que l'éloignement de l'enfant est dû à une cause légitime. Le père qui aurait abandonné son fils, qui volontairement l'aurait laissé vivre en état de vagabondage, ne pourrait se prétendre affranchi, car il aurait ainsi méconnu ses premiers devoirs (1).

1. Sourdat, nos 817-821 ; Crim, rej., 24 juillet 1841. — Dalloz, J. G. « Responsabilité », no 572.

Au contraire quand l'enfant est régulièrement absent de la maison paternelle, quand il est placé sous la surveillance et l'autorité d'autres personnes, d'un précepteur par exemple, quand il est entré dans une maison soit d'éducation, soit d'apprentissage, le père n'est plus responsable, car alors ce dernier fait une délégation de ses droits et de ses pouvoirs et c'est au délégataire qu'incombent désormais les obligations nées des dommages causés par l'enfant. Il en est de même quand le père est pour une raison quelconque retenu hors de son domicile. C'est ainsi qu'il a été jugé que le père, qui était depuis plusieurs mois déjà dans une maison d'arrêt, quand son enfant mineur a causé un incendie, n'est pas civilement responsable de cet incendie (trib. civ., Charleville, 11 mai 1877) (1).

Mais, dans ce dernier cas, si le fait nuisible peut être attribué à une imprudence ou à une faute antérieure des parents, comme la mauvaise éducation qu'ils ont donnée à leurs enfants, ils sont responsables du fait de ces derniers, car c'était à eux à user des moyens qui étaient en leur pouvoir, pour réprimer leurs écarts ou leurs vices.

1. *J. des Ass.*, 1876, p. 382.

§ 2

Il faut en outre que l'enfant soit mineur à l'époque où il cause le dommage, car l'enfant majeur est maître et seul responsable de ses actes. Mais, du moins, la loi ne distingue-t-elle pas entre le cas où l'enfant, auteur du sinistre, est incapable de discernement et le cas où il a conscience de son acte.

Il suffit d'ailleurs pour justifier cette solution de l'article 1384, de lire l'article 1385, qui rend responsable du dommage causé par un animal le propriétaire de cet animal ou celui qui s'en sert. C'est une espèce de responsabilité encourue à raison du fait d'un agent, qui n'a pas le sentiment de la valeur bonne ou mauvaise de ses actes. Et il est bien permis, nous pensons, de dire qu'il y a la plus complète analogie entre le père d'un enfant en bas âge et le propriétaire d'un animal gouverné par ses seuls instincts.

Tous deux ont le devoir d'exercer une surveillance active sur ces êtres privés de raison.

Il a été jugé en ce sens, que le père ne pourrait se soustraire à la responsabilité civile résultant de l'incendie allumé par son fils mineur, sous prétexte que celui-ci n'avait pas eu l'intelligence du

fait dommageable qu'il commettait (trib. civ. de Villefranche, 20 août 1855 (1)).

§ 3

La responsabilité du père cesse-t-elle par l'effet de l'émancipation ?

L'article 372 déclarant que l'autorité des père et mère prend fin par la majorité ou l'émancipation de l'enfant, on s'est demandé si dans le silence de l'article 1384 à cet égard, il ne convenait pas de considérer l'émancipation comme mettant fin à la présomption de faute qui en résulte.

Nous allons étudier les divers systèmes qui ont été proposés et exposerons la solution qui nous semble devoir prévaloir.

Premier système. — La responsabilité des parents dure jusqu'à l'époque de la majorité de leurs enfants. L'émancipation ne peut en abréger la durée parce qu'il n'appartient pas au père de se libérer lui-même de ses obligations vis-à-vis de la Société. S'il a le droit de retenir dans sa maison son enfant jusqu'à sa majorité, c'est aussi bien dans l'intérêt de ce dernier que dans l'intérêt public. Il peut abdiquer ses droits, mais rien ne

1. *J. des Ass.*, 1856, p. 10.

prouve mieux qu'il a commis là une imprudence, dont un tiers peut lui demander compte. Ce tiers n'aurait sans doute point eu à souffrir de la faute du mineur, si celui-ci n'était pas devenu trop tôt son propre maître.

Deuxième système. — D'autres auteurs prétendent que l'émancipation fait toujours cesser la responsabilité et qu'il n'y a point de distinction à faire entre l'émancipation ordinaire et l'émancipation qui résulte du mariage. La responsabilité est fondée sur l'autorité du père et ne doit pas avoir une plus longue durée ; elle est contraire au droit commun et doit être renfermée dans les bornes les plus étroites (1).

Troisième système. — Il se résoud en une distinction entre l'émancipation ordinaire et l'émancipation qui résulte du mariage. C'est dans ce second cas seulement que cesse la responsabilité parce que le droit de garde ou de surveillance est incompatible avec la situation nouvelle de l'enfant revêtu lui-même de l'autorité de chef de famille.

Les rédacteurs du Code, qui ont toujours manifesté une grande faveur pour le mariage, ont évidemment cru que les parents ne commettaient pas une imprudence en consentant à l'établissement

1. Laurent, t. XX, n° 558.

de leurs enfants mineurs. Cette situation offre à la vérité moins de périls que l'émancipation ordinaire, parce que le mineur trouve dans sa nouvelle condition des raisons puissantes pour hâter sa maturité et acquérir des règles sûres de conduite.

La distinction entre l'émancipation tacite et l'émancipation expresse est implicitement consacrée dans plusieurs lois, la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre II, article 27, sur la police rurale, l'article 206 du Code forestier, et la loi du 3 mars 1844 sur la chasse, qui déclarent les père et mère responsables des délits commis par leurs enfants mineurs non mariés.

Quatrième système. — M. Sourdat fait une autre distinction : si le mineur continue à habiter avec ses père et mère, il pense que leur responsabilité doit être maintenue jusqu'à sa majorité. Si, au contraire, conformément au droit que l'émancipation lui confère, le mineur a une habitation séparée de celle de ses parents, ceux-ci ne sont plus présumés en faute quand il commet un délit.

A notre avis, si l'on s'attache à l'idée de la loi plutôt qu'à son texte, la troisième opinion que nous avons exposée est celle qui doit être adoptée. On ne peut pas, en effet, reprocher à un père d'avoir marié son fils quand l'occasion de le faire s'est présentée. Au contraire, l'émancipation expresse est une faute si l'enfant, qui en a profité

pour avoir un domicile séparé, s'est rendu ensuite coupable d'un délit quelconque.

SECTION III

Les termes de l'article 1384 concernant les père et mère sont-ils restrictifs ?

§ 1

Il ne faut pas s'attacher trop à la lettre même de l'article 1384, en ce qui concerne la responsabilité de la mère, qui semblerait ne jamais pouvoir être admise du vivant du mari. Mais, d'autre part, il ne faut pas aller aussi loin que certains auteurs (1) qui soutiennent que cette responsabilité est exclusive de celle du mari tant que l'enfant est en bas âge, et est plus particulièrement surveillé par sa mère. Ce système que ses partisans prétendent comme conforme à l'équité et à la vérité des faits les plus ordinaires investit le juge d'un pouvoir d'appréciation que le législateur ne paraît pas avoir voulu lui accorder. D'ailleurs, le mari est-il exempt de tout reproche, quand il n'a pas su se rendre compte de l'incapacité de sa femme, en ce qui concernait la garde

1. Toullier, Sourdat, Colmet de Santerre, t. X, n° 366 bis, III.

de l'enfant ? Lorsqu'il est dans l'impossibilité de s'en charger lui-même, ne doit-il pas mettre à sa place une personne digne de toute confiance ? Et s'il reconnaît que celle que la nature désigne la première à son choix ne montre pas le dévouement et l'intelligence que réclame une telle mission ou bien qu'elle se trouve par suite d'autres circonstances hors d'état de la remplir, il doit remettre ses enfants entre les mains d'une autre personne plus diligente, qui, suivant les cas, remplacera, suppléera, assistera la mère. Mais, il ne faut pas dire que le père ne devient responsable que lorsque l'enfant est devenu capable de discernement.

« Si la mère n'est pas responsable, dit Laurent (1), c'est qu'une faute morale de sa part ne suffit pas, il faut une faute légale et la mère n'est légalement en faute que lorsqu'elle a une autorité légale. » Nous n'allons pas toutefois jusqu'à affirmer que la mère n'est jamais responsable.

Ce que nous soutenons c'est qu'elle ne l'est point dans les termes de l'article 1384, c'est que, si à raison de l'incendie dont l'enfant a été l'agent inconscient une faute peut lui être imputée, cette faute personnelle ne se présume pas mais doit être prouvée. L'action contre elle ne peut résulter que des articles 1382 et 1383.

1. Laurent, t. XX, n° 555.

En revanche, tout le monde paraît admettre que la mère encourt du vivant même du père la responsabilité du fait de son enfant, lorsqu'elle se trouve investie de l'autorité légale du père.

C'est ce qui se présente, par exemple :

Lorsque le père est frappé d'interdiction légale ou judiciaire, car alors la puissance paternelle passe de plein droit à la mère, qui souvent même est nommée tutrice de son mari ;

Lorsque le père est déchu de ses droits, en vertu des dispositions de la loi du 34 juillet 1889 ;

Lorsqu'il est absent : *« Si le père a disparu, laissant des enfants mineurs, issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance et elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens. »* (Art. 141 C. civ.)

Lorsqu'il est divorcé et que la mère est chargée de la garde de l'enfant.

§ 2

Doit-on refuser de faire l'application du texte que nous étudions à d'autres qu'aux père et mère légitimes ?

M. Sourdat affirme que la loi ne distingue pas à cet égard les enfants naturels reconnus des enfants légitimes, qu'elle n'avait d'ailleurs pas à

le faire et que la responsabilité des père et mère naturels est fondée sur les mêmes raisons que celle des parents légitimes. Telle est aussi l'opinion de MM. Larombière (1) et Demolombe (2). Ces deux auteurs vont même encore plus loin puisqu'il ne leur paraît pas nécessaire que la paternité ou la maternité aient été établies par une reconnaissance régulière, qu'une possession d'état publique et constante leur suffit. « S'il en était autrement, dit Larombière, le concubinage jouirait d'un privilège d'irresponsabilité qui ne serait justifié par rien. »

Nous croyons que la loi, bien qu'elle semble avoir uniquement en vue la filiation que produit le mariage, peut être appliquée également à la filiation naturelle légalement reconnue. Si elle n'en parle pas, ce silence ne doit pas être considéré comme une exclusion intentionnelle. Les rédacteurs du Code ont montré une telle sévérité envers les parents naturels que nous ne pouvons pas supposer qu'il ait voulu les traiter plus favorablement que les parents légitimes.

Au titre de la puissance paternelle le père et la mère naturels sont investis des mêmes droits que les père et mère légitimes (article 383 du Code

1. Larombière. *Traité des obligations*, t. VII, art. 1384, n° 3.

2. Demolombe. *Code civil*, t. XXXI, n° 571. Voir également Duranton, n° 715. — Dalloz, J. G. V. Responsabilité, n° 560.

civil), du moins en ce qui concerne ceux qui se rattachent au maintien de leur autorité, de telle sorte qu'ils ont parfaitement le moyen d'élever leur enfant et de réprimer ses écarts. Il n'est pas admissible qu'ils puissent échapper à la présomption de faute en faisant valoir leur situation irrégulière.

Le système de M. Sourdat, qui exige un acte régulier de reconnaissance nous paraît plus exact que celui de MM. Demolombe et Larombière, parce que en présence des textes aussi formels que les articles 340 et 341 du Code civil, nous ne croyons pas qu'il soit permis de dire qu'une possession d'état publique et constante est un mode légal de reconnaissance de la paternité ou de la maternité naturelle. Or, c'est aux père et mère d'un enfant naturel légalement reconnu que l'article 383 du Code, attribue une partie des droits, qui constituent la puissance paternelle.

SECTION IV

Du droit à la preuve contraire

Cette présomption de faute à l'encontre des père et mère pèse très lourdement sur eux, aussi leur est-il permis de la combattre en prouvant qu'il n'y a eu ni faute, ni négligence de leur part.

Ce droit à la preuve contraire ne fait aucun doute ; l'article 1384 le dit d'ailleurs en ces termes :

«... Cette responsabilité a lieu, à moins que les père et mère.... ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à responsabilité.»

Les juges ont un pouvoir souverain pour apprécier si les faits que le père invoque à sa décharge sont pertinents et concluants. Le père sera absous lorsqu'il aura prouvé qu'il n'a pas été dans son pouvoir d'empêcher le délit commis par son enfant, et qu'il lui a donné une éducation convenable, c'est-à-dire cet ensemble de conseils, d'exhortations et de remontrances par lesquels on combat et on réussit à vaincre souvent les mauvais instincts qu'on voit éclore.

Citons à titre d'exemple quelques décisions rendues à ce sujet :

Le père est responsable, aux termes de l'article 1384, de l'incendie allumé par son fils mineur habitant avec lui ; à moins qu'il ne prouve qu'il n'a pu empêcher le fait, qui a donné lieu à cette responsabilité.

Spécialement, cette preuve doit être considérée comme faite lorsqu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé, que le père n'a donné à l'enfant que de bons exemples, qu'il l'a élevé avec tout le soin nécessaire et qu'il exerce sur lui toute la sur-

veillance qui peuvent exercer sur leurs enfants, des ouvriers qui vivent de leur travail.

Dans de pareilles conditions, le père ayant établi qu'il n'a pu ni par une meilleure éducation, ni par une surveillance plus étroite, ni par aucun moyen en son pouvoir, prévenir ni empêcher l'incendie dont son enfant a été l'auteur involontaire, doit être déclaré non responsable et c'est au propriétaire de la maison sinistrée à en subir les conséquences. (Cour d'appel de Lyon, 7 février 1899) (1).

De même, ce jugement du tribunal civil d'Agen, qui dit que le père n'est pas responsable du dommage causé par son enfant mineur, s'il prouve qu'à raison de son absence il n'a pu empêcher le sinistre au moment où il a eu lieu, et s'il n'a à s'imputer aucun fait contraire à la prudence. (Agen, 21 février 1865) (2).

1. *Rec. pér.*, 1899, p. 255.

2. *S.* 1866. 2. 277.

CHAPITRE II

DE LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS ET ARTISANS

SECTION I

Du fondement de cette responsabilité et de sa justification. — Des instituteurs publics. — Loi du 20 juillet 1899.

§ 1

Nous avons vu que les père et mère se trouvaient fréquemment dans la nécessité de se séparer de leurs enfants, afin que ceux-ci reçoivent chez un instituteur l'instruction qui ne pourrait leur être donnée dans leur famille, qu'ils apprennent dans un atelier, le métier qui doit leur servir à gagner honnêtement leur vie.

En même temps qu'ils confient leur enfant à une personne qui aura mission de l'éduquer et de l'instruire, les parents délèguent les moyens d'y parvenir, c'est-à-dire une partie de leur autorité. Et c'est sur cette délégation d'autorité qu'est basée la

présomption de responsabilité édictée par l'article 1384 contre les instituteurs et artisans.

Cette présomption se justifie donc aussi pleinement que celle qui pèse sur les parents. L'instituteur et l'artisan se trouvent même dans une position préférable, si l'on considère que ce sont eux-mêmes qui sont venus au devant du devoir qu'on leur reproche de ne pas avoir rempli avec assez de soins. En outre tandis qu'un père, quelles que soient les mauvaises dispositions de son enfant n'a pas le moyen de renoncer à le surveiller, l'instituteur ou l'artisan qui s'aperçoivent que cette tâche est trop lourde, peuvent refuser de l'accomplir plus longtemps. Il leur est loisible de rendre l'enfant à ceux qui le leur ont confié.

§ 2

Toutefois, plus difficile est la tâche de l'instituteur public qui ne peut choisir ni son local, ni son personnel, ni ses élèves ; tant qu'il y a des places vacantes, il est obligé d'accueillir les enfants qu'on lui amène. Aussi une réforme est-elle devenue nécessaire à la suite des transformations et du développement de l'enseignement public en France ; elle a été opérée en 1899, par l'addition d'un nouvel alinéa à l'article 1384. « La responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des mem-

bres de l'enseignement public. » L'Etat n'est-il pas d'ailleurs l'instituteur primaire de toute la France? Les instituteurs ne sont que des préposés nommés et choisis par lui, qui ont en quelque sorte sous sa responsabilité la charge d'enseigner et de surveiller. La responsabilité civile de l'Etat se comprend donc à merveille.

Il y a lieu de remarquer que l'instituteur public n'est pas, de par cette loi, dégagé de toute responsabilité. Il a été bien convenu, en effet, dans la discussion de la loi, qu'on déchargeait seulement les instituteurs publics de la présomption de faute établie contre eux par l'article 1384, mais qu'on les laissait soumis à la responsabilité de leurs fautes en vertu des articles 1382 et 1383, quand elles pourraient être prouvées. (Déclaration de M. Thézard, rapporteur, à la séance du 21 mars 1899. D. 99. 4. 87.)

D'autre part, la victime n'est pas privée de son recours ; il y a substitution et non suppression de responsabilité.

Quant aux instituteurs privés, ils restent sous l'empire de la règle ancienne et leur responsabilité est toujours présumée.

SECTION II

De l'étendue de la responsabilité des instituteurs

§ I

Que faut-il entendre par instituteurs ou artisans ? Sourdat comprend sous la dénomination d'instituteurs « tous ceux qui ont la garde de l'enfant à un titre quelconque ». Cette définition n'est pas assez précise, elle pourrait s'appliquer aussi bien aux artisans, et cependant il existe entre ces deux catégories de personnes des différences assez sensibles.

L'instituteur, au sens de l'article 1384, est celui qui fait profession d'instruire l'enfant comme, par exemple, les instituteurs de l'enseignement primaire, les directeurs d'établissements où se donnent l'enseignement secondaire et aussi certains enseignements spéciaux. Tels sont, par exemple : les lycées et collèges, les écoles départementales d'agriculture, les écoles de commerce, etc. On peut aussi considérer comme instituteur, celui dont les fonctions consistent à donner des leçons à l'heure, au cachet. Nous admettons avec M. Demolombe que l'article 1384 ne s'applique ni aux professeurs de l'enseignement supérieur, ni aux

doyens de Faculté, qui n'ont pas à s'occuper de la personne des élèves : point de garde, point de surveillance, point de responsabilité. Il est hors de doute que lorsque l'enfant est élevé par un précepteur chez son père, ce dernier reste responsable des délits de son enfant, parce qu'il continue à habiter avec lui et qu'il lui est toujours possible de le diriger.

Nous verrons dans un des chapitres suivants, que ne peuvent être assimilés à l'instituteur, ni le directeur d'une maison de correction ou d'une colonie pénitentiaire, ni le directeur d'une maison d'aliénés.

L'artisan, lui, se charge d'apprendre à l'enfant son propre métier, mais, en général, sa profession n'est pas de former des apprentis, il ne le fait qu'accessoirement à l'exercice de son état.

§ 2

Les uns et les autres répondent, dit l'article 1384, alinéa 4, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Il ne saurait y avoir d'équivoque possible sur la signification de ces dernières expressions. C'est la surveillance par l'autorité qu'elle confère, qui entraîne la responsabilité

et celle-ci par conséquent doit commencer et cesser en même temps que celle-là.

Mais l'article 1384 ne présente pas comme condition de la responsabilité des instituteurs ou artisans, la minorité des élèves ou apprentis. Plusieurs auteurs (1) en ont conclu qu'on pouvait leur demander compte des actes d'un majeur. A tout âge, ils ont autorité sur lui et cette autorité avec les droits qu'elle entraîne est purement volontaire de leur part, ce qui la distingue de celle des père et mère qui, imposée par le législateur dans l'intérêt de l'ordre social, ne pouvait durer indéfiniment.

Nous préférons la doctrine opposée soutenue par MM. Sourdat et Demolombe (2). Les instituteurs et artisans ne sont pas à nos yeux tenus de surveiller un individu qui est le maître de ses actions et sur lequel, ils n'ont aucune influence légale à exercer. C'est par un effet de sa volonté qu'il s'est placé sous leur direction. Quand il le voudra, il pourra les quitter, et ils n'auront pas le pouvoir de le retenir malgré lui. Peut-on dire vraiment qu'une personne a autorité sur une autre quand cette autre personne a la faculté de s'y sous-

1. Dalloz. *J. G.*, V^e Responsabilité, no 709. — Duranton, t. XIII, n^o 271.

2. Demolombe, XXXI, n^o 583.

traire, si la discipline à laquelle on prétend l'assujettir ne lui convient pas ?

« Le majeur, dit Sourdat (1), qui prend volontairement la qualité d'élève ou d'apprenti, reste vis-à-vis de la Société, dans les mêmes rapports qu'auparavant ; sa nouvelle situation ne fait pas courir au public de nouveaux dangers auxquels il faille pourvoir en le soumettant à une surveillance particulière... ; il n'est venu chercher auprès de l'instituteur ou de l'artisan, chez lequel il se trouve, que l'instruction dans une branche quelconque des connaissances humaines, et ne se soumet aucunement à une influence légale destinée à régir ses actes extérieurs. »

Au surplus, les pouvoirs de l'instituteur ou de l'artisan n'étant ainsi que nous l'avons dit, qu'une délégation de la puissance paternelle, ils cessent nécessairement quand celle-ci a pris fin.

SECTION III

Du droit à la preuve contraire

De même que les père et mère, les instituteurs et les artisans peuvent se dégager de toute respon-

1. Sourdat, t. II, n° 877.

sabilité en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le dommage causé par leurs élèves ou apprentis. L'article 1384 dans son alinéa final leur réserve cette preuve d'une façon formelle.

Mais, ainsi que pour la responsabilité du père, l'impossibilité d'empêcher le fait ne serait pas une excuse suffisante si elle avait été précédée d'une faute sans laquelle l'événement qui a causé le dommage n'aurait point eu lieu. Supposons, par exemple, qu'un apprenti se procure des allumettes chimiques à l'insu de son patron ; celui-ci ne sera pas responsable de l'incendie allumé par son apprenti au moyen de ces allumettes, s'il prouve qu'il a exercé la surveillance la plus active, que les allumettes étaient là où la prudence veut qu'on les place, que rien ne pouvait lui faire supposer que son apprenti avait pu s'emparer de ces allumettes... etc. ; au contraire, le patron serait responsable s'il avait laissé les allumettes à la disposition de l'enfant ou à proximité de sa main, et surtout s'il l'avait autorisé à porter sur lui des allumettes et à s'en servir dans ses jeux (1).

1. *J. des Ass.*, 1871, p. 43.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ DES MAÎTRES ET COMMETTANTS

SECTION I

Du Fondement de cette responsabilité et de son étendue

§ I

L'article 1384 dispose : *Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés* ».

Le principe de cette responsabilité vient d'abord de ce que le commettant choisit volontairement le préposé qu'il met en rapport avec les tiers. Par conséquent, il est en faute, s'il place mal sa confiance et s'il ne s'assure pas que ceux qu'il emploie à son service ont bien les aptitudes nécessaires pour remplir les fonctions qu'il leur confie.

MM. Demolombe, Colmet de Santerre et La

rent (1), prétendent que cette raison est la seule sur laquelle soit fondée la disposition que nous étudions. Ils n'admettent pas que la responsabilité du commettant puisse également avoir pour cause un défaut de surveillance. S'il se fait assister ainsi, disent-ils, ce n'est pas apparemment pour rester continuellement aux côtés de son auxiliaire. Et ils citent ce passage du discours du rapporteur au tribunal : « Serait-il juste que des tiers demeurent victimes de cette confiance inconsidérée qui est la cause première, la véritable source du dommage, qu'ils éprouvent. »

MM. Sourdat et Larombière (2), à l'avis desquels nous nous rangeons, ne partagent pas cette opinion. Avec eux, nous estimons qu'il y a une seconde raison de la responsabilité du commettant dans le droit qu'il a de donner des instructions et des ordres à son préposé, dans le devoir qu'il a de le surveiller.

Cette question du fondement de la responsabilité édictée contre les maîtres et commettants a un intérêt pratique important, car, suivant que l'on adopte l'un ou l'autre des systèmes exposés ci-dessus, cette responsabilité est plus ou moins

1. Demolombe, t. XXI, n° 610, p. 530. — Colmet de Santerre, t. V n° 365, p. 684. — Laurent. *Principes de droit civil*, t. XX, nos 571 et 578, p. 607 et suiv.

2. Sourdat, t. II, n° 885, p. 119. — Larombière. *Traité des obligations*, t. VII, art. 1384, n° 10, p. 605.

étendue, s'applique à un plus ou moins grand nombre de cas.

§ 2

Il faut entendre par domestiques, tous les serviteurs à gages attachés à la personne ou employés aux soins de la maison ; ceux qui sont vis-à-vis du maître dans un état de dépendance personnelle et durable et qui, selon l'expression de l'article 109 du Code civil, servent ou travaillent chez autrui. Ces personnes sont ordinairement appointées au mois ou à l'année, elles mangent et couchent sous le toit de leur maître et portent le nom générique de gens de service.

Quant au préposé, M. Demolombe le définit « *quiconque est employé par un autre à des soins, à des occupations, à des travaux intérieurs ou extérieurs, tels que les commis, les ouvriers, voituriers, journaliers, manœuvriers, compagnons, tous ceux enfin qui se trouvent envers le commettant dans une situation subordonnée de ce genre* ». Le mot préposé est un mot vague et la constatation de cet état est nécessairement laissée à l'appréciation des juges. Mais pour qu'il existe entre deux personnes la relation de préposé à commettant, ils faut qu'elles se trouvent vis-à-vis l'une de l'autre dans un état de dépendance réelle.

Laurent (1) dit que l'ouvrier est sans distinction, le préposé de celui qui lui confie un travail, parce *qu'il est l'homme de son choix*. Une distinction entre le propriétaire et l'entrepreneur qui dirige, surveille le travail de l'ouvrier, est, dit-il, en opposition avec le tradition et avec les motifs sur lesquels le responsabilité du commettant est fondée.

Etant donné la réponse que nous avons faite à la question du fondement de cette responsabilité nous ne pouvons partager cette manière de voir ; et nous prétendons que la relation de commettant à préposé n'existe que lorsque le premier peut donner au second des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions dont il l'a chargé.

C'est ainsi qu'il a été jugé que le propriétaire sur le terrain duquel un tiers a commis un fait dommageable pour autrui, notamment le délit de feu allumé à distance prohibée d'une forêt, feu qui a communiqué l'incendie à cette forêt, n'est civilement responsable de ce fait, qu'autant que celui qui en est l'auteur se trouve dans un rapport de subordination envers lui, il ne suffit pas que le fait dommageable ait été commis au cours de travaux exécutés dans son intérêt et sur son terrain

1. Laurent, t. XX, n° 578, p. 613.

par un entrepreneur avec lequel il avait traité à forfait (Cass., 10 nov. 1859) (1).

Par contre, l'entrepreneur dont l'ouvrier a causé un incendie en fumant dans les lieux où il travaillait est responsable du dommage résultant de ce sinistre (Paris, 15 avril 1847) (2).

Le propriétaire est responsable de ses ouvriers, même travaillant à forfait, à la tâche ou à la journée, du moment que le travail s'effectue sous son autorité et sa direction (3).

Ainsi, un cultivateur répond de l'incendie allumé par des hommes qu'il engage, sous l'un quelconque de ces modes, pour faire la moisson (4).

1. S. 1860. 1. 185. D. 1860. 1. 49.

2. S. 1847. 2. 283.

3. V. Merlin. *Rép.* V. « Incendie », p. 2, n° 9.

4. Ch. crim., 13 décembre 1856 (D. J. G. 1857. 1. 75). « Attendu, dit l'arrêt, qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué (de la Cour de Paris du 26 septembre 1856), que Doublet, cultivateur à Alonne, avait pris à son service, le 1^{er} août dernier, Prévost, Belge d'origine, comme moissonneur ; que le 4 du même mois, Prévost, qui a l'habitude de beaucoup fumer, ce que savait Doublet, et qui a ce jour-là fumé en moissonnant, avait déposé dans un trou pratiqué sur le champ où il sciait du blé, et à côté des récoltes en javelles, des charbons ardents, dans le but de s'en servir pour allumer sa pipe, et que ces charbons ont communiqué le feu aux javelles, et ont causé l'incendie des récoltes voisines appartenant à autrui sur une étendue de 30 à 40 hectares ;

Qu'il est également déclaré par l'arrêt que le moissonneur représentait le cultivateur pour lequel il travaillait ; que ce dernier avait le droit et le devoir de le surveiller et de le diriger dans son travail ; qu'enfin Doublet a à s'imputer d'avoir employé un moissonneur imprudent, dont il connaissait même les habitudes dangereuses, et de n'avoir pas veillé à prévenir les accidents qui pouvaient en résulter.

Attendu qu'il résulte de ces constatations que l'ouvrier avait été choisi

Mais un ouvrier d'une profession déterminée et publiquement employé comme tel, ne peut être considéré, dans ses relations avec celui qui l'emploie, comme domestique ou préposé, lorsque d'ailleurs, aucun fait particulier n'établit entre eux un rapport de cette sorte.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un commerçant qui emploie un tonnelier, en cette qualité, dans un entrepôt public de marchandises, ne peut être tenu de réparer le dommage d'incendie causé par cet ouvrier au cours du travail spécial qui lui avait été confié (Cass., 25 mars 1824) (1).

§ 3

La responsabilité civile que l'article 1384 fait peser sur les maîtres et commettants est restreinte aux dommages causés personnellement par les préposés.

par le maître et commis par lui à un travail qu'il exécutait pour celui-ci et sous son autorité et sa direction, et qu'il avait en l'accomplissant dans de mauvaises conditions, en d'autres termes, en fumant pendant qu'il sciait du blé, commis une imprudence qui se rattachait directement à l'action principale, et causé à autrui un dommage ; Qu'en reconnaissant dans ces circonstances, que Prévost avait été le préposé de Doublet, et que le délit avait eu lieu dans les fonctions auxquelles il était employé, dans le sens du troisième alinéa de l'article 1384, et en admettant, par suite la responsabilité du maître, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application du principe de la matière et n'a ni violé ni faussement appliqué ledit article 1384. Rejette.

1. *J. des ass.*, 1830, p. 230.

Ainsi, le commettant, dans l'espèce l'adjudicataire d'une coupe de bois, n'a pu être déclaré responsable de l'incendie allumé par l'enfant d'un de ses bûcherons. La Cour de Rouen a justement considéré que la faute de l'enfant était personnelle au père qui avait l'enfant sous sa surveillance, et que cette faute n'avait pu remonter du père au commettant (Cour de Rouen, 24 août 1861) (1).

Mais même en ce qui concerne la faute personnelle du préposé ou du domestique, la responsabilité du maître ou du commettant n'est pas aussi générale que celle des père et mère ou des instituteurs.

Cette responsabilité ne s'étend pas à tous les faits dommageables commis par les préposés ; elle ne concerne que ceux de ces faits que les préposés et domestiques ont commis dans les fonctions auxquelles ils étaient employés ; ainsi, tandis que la responsabilité des père et mère et celle des instituteurs et artisans, en général, s'applique à tous les actes émanés de l'enfant sans distinction, celle des commettants est limitée et cesse dès que le fait dommageable est étranger aux fonctions du préposé.

La raison de cette distinction vient de ce que le commettant n'a pas, comme le père ou le mai-

1, *J. des ass.*, 1862, p. 196.

tre, mission d'exercer une surveillance continuelle.

Ceux qu'il emploie ne sont pas des êtres inexpérimentés et hors d'état de se diriger eux-mêmes ; ce sont des individus presque toujours majeurs et maîtres de leurs droits, par conséquent responsables comme tous autres, devant la loi, de leurs actions personnelles.

Si le maître est évidemment responsable des faits de ses préposés, c'est parce que ceux-ci exécutent ou sont supposés exécuter ses ordres.

Mais il ne faudrait pas conclure de là que le commettant est déchargé de toute responsabilité s'il prouve qu'il n'a pas donné expressément l'ordre d'exécuter le fait nuisible à autrui. Une seule condition est nécessaire pour que la responsabilité du commettant soit encourue, c'est que le dommage causé par le préposé l'ait été dans les fonctions auxquelles celui-ci était employé, ce qui doit s'entendre surtout des abus commis dans l'accomplissement de ces fonctions, leur exercice légitime n'ayant pu naturellement se présenter à l'esprit du législateur comme devant être une source habituelle de préjudice et de dommage. Donc, pourvu que le fait dommageable ne soit pas étranger à la fonction, qu'il s'y rattache au contraire, bien qu'il n'en soit qu'une extension abusive, la condition de la loi existe et la responsabilité des maîtres est encourue.

C'est ainsi qu'il a été jugé que le maître est responsable de l'incendie occasionné par un ouvrier, alors même que cet incendie n'a pas été causé par l'action même à laquelle l'ouvrier était employé, mais par le délit que, dans l'accomplissement de cette action, l'ouvrier a commis par exemple en faisant du feu auprès des matières les plus combustibles. (C. de Paris, 18, 25 sept. 1856. *J. des Ass.*, 1857, p. 89.)

De même, un patron est, au regard de la personne lésée, responsable de l'incendie allumé chez un tiers par un employé, qui, après avoir par maladresse détérioré un réservoir à essence, en déchargeant un camion, a une fois son travail terminé, en attendant un pourboire, fait une cigarette et jeté son allumette enflammée sur le sol où, par suite de ce premier accident, l'essence s'était répandue. Ce patron ne saurait en ce cas légitimement prétendre que son préposé, lorsqu'il a mis le feu, n'était plus dans l'exercice de ses fonctions : d'abord, parce que l'incendie n'aurait pas eu lieu sans la faute initiale de ce préposé, faute bien certainement commise dans l'exercice des fonctions ; ensuite parce que le dit préposé se trouvant encore dans la cour du tiers avec le camion et les chevaux de son patron, au moment où il avait commis la seconde imprudence, cause génératrice du sinistre, était bien encore à ce moment

dans l'exercice de ses fonctions, puisqu'il n'avait pas achevé la mission à lui confiée. (Trib. civ. de Briey, 10 mai 1907) (1).

Mais ne peut être considéré comme agissant dans l'exercice de ses fonctions le domestique qui a mis méchamment le feu à la maison de son maître. (C. de Paris, 21 juillet 1876) (2).

Nous ne pouvons qu'approuver cette décision qui a pour effet d'apporter des limites raisonnables à la responsabilité des maîtres et commettants ; sans un tempérament de cette sorte, elle se trouverait indéfiniment engagée lorsque par suite de ses fonctions le préposé demeure d'une manière permanente dans la maison de son maître. On ne saurait en effet admettre une responsabilité illimitée en présence du silence et de l'ambiguïté de la loi, particulièrement dans une matière où les responsabilités sont de droit étroit.

Laurent (3) est d'accord sur ce point avec Demolombe, il pense comme lui que, même lorsque le service est permanent, il faut se garder de croire que tous les actes du préposé s'y rattachent indistinctement.

Et c'est à celui qui invoque la responsabilité du

1. *J. des Ass.*, 1907, p. 314.

2. *J. des Ass.*, 1857, p. 89. — V. dans le même sens, C. de Cass., du 5 juin 1861 (S. 1862. 1. 151).

3. Laurent, t. XX, n° 585, p. 622.

maître, à prouver que son domestique était dans l'exercice de ses fonctions, au moment où par son imprudence il a été cause du dommage.

La question de savoir si ce préposé est ou n'est pas dans l'exercice de ses fonctions est une question de fait pour laquelle le juge a un pouvoir souverain d'appréciation, et ce serait faire la loi que vouloir à ce sujet le lier par des présomptions qui n'existent pas.

C'est cependant ce qu'a fait la Cour de cassation, en déclarant dans un arrêt du 30 août 1860 (1), qu'un domestique dans la maison de son maître est toujours placé sous l'autorité de celui-ci et réputé agir dans ses fonctions. Et la jurisprudence est maintenant à peu près unanime dans ce sens.

SECTION II

Du droit à la preuve contraire

Du silence de la loi à leur égard, la jurisprudence conclut que les maîtres et commettants ne peuvent faire tomber la présomption qui pèse sur eux en faisant la preuve de l'absence de faute de leur part. Et pour justifier cette affirmation, on fait remarquer qu'avant de choisir le domestique ou

1. Dalloz, 1860, t. I, p. 518.

préposé, ils ont pour premier devoir de s'assurer de sa moralité et de sa capacité.

Les partisans du système de la jurisprudence disent ceci : il importe peu que les maîtres et commettants fassent la preuve qu'on a rien à leur reprocher tant au point de vue de l'organisation qu'au point de vue de la surveillance des travaux qu'ils font faire. Il restera toujours à leur charge la faute d'avoir fait un mauvais choix. Ils ne pourront soutenir que l'homme qu'ils ont choisi offrait toutes les garanties désirable de moralité et de capacité, vu que le dommage qu'il vient de causer est la preuve indéniable de son incapacité.

Conformément à l'avis de notre éminent professeur, M. Weiss, nous estimons au contraire que la présomption de faute édictée par l'article 1384 à l'encontre des maîtres et commettants est une présomption *juris tantum*, qui admet la preuve contraire.

Notre système donne en tous cas plutôt satisfaction à l'équité que celui de la jurisprudence. Et de même que c'est au juge à décider si c'est dans l'exercice de ses fonctions que le préposé a causé le dommage, c'est à lui à examiner si le maître avait entouré son choix de renseignements suffisants, et avait ensuite exercé une surveillance suffisante. Il n'est pas exact de dire que l'acte dommageable soit une preuve indéniable de son incapacité.

Bien souvent, il faudra au contraire l'attribuer à la malchance plutôt qu'à la maladresse. Et quand bien même on prétendrait que le dommage est une manifestation de l'incapacité du préposé ; en quoi cette manifestation d'incapacité serait-elle une preuve du mauvais choix fait par le maître ? Il peut arriver, en effet, que ce préposé n'ait jamais causé de dommage sérieux qui puisse faire soupçonner sa maladresse ou son immoralité et que le fait qu'on lui reproche soit le premier de ses délits. Pourquoi vouloir alors que le maître sache qu'il choisit mal ? Ce n'est pas juste et nous ne l'admettons pas.

On doit donc autoriser les maîtres et commettants à faire tomber la présomption de faute qu'on invoque contre eux, en prouvant qu'ils n'ont pas mal choisi, mal commandé, ni mal surveillé leur préposé ou leur domestique.

Mais tandis que la charge de cette preuve incombe au maître ou au commettant, c'est au demandeur en dommages-intérêts, ainsi que nous l'avons vu, à prouver que le domestique ou le préposé agissait dans l'exercice de ses fonctions. Mais la tâche n'en sera pas moins fort lourde pour le maître, et c'est justice de décider qu'aucune responsabilité ne lui incombera, s'il parvient à la remplir.

Du reste, nous ne faisons que suivre le droit

commun. Sans doute, le texte ne parle formellement que des père et mère, des instituteurs et artisans mais n'est-il pas permis de conclure à un oubli involontaire des rédacteurs de l'article 1384 ? Le père et la mère ont le droit de faire la preuve qu'ils n'ont commis aucune faute ; il en est de même pour l'instituteur et l'artisan ; même faculté, ainsi que nous le verrons, pour le propriétaire de l'animal ou celui qui l'a sous sa garde. N'est-ce pas suivre l'esprit du Code que d'admettre la même solution pour les maîtres et commettants ?

Nous trouvons du reste la confirmation de notre opinion dans l'article 206 du Code forestier qui, plus explicite sur ce point que l'article 1384, nous dit : les maris, père, mère et tuteurs, et en général tous maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles demeurant avec eux et non mariés, ouvriers voituriers et autres subordonnés, sauf tous recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'article 1384 du Code civil.

Ce paragraphe qui accorde le droit à la preuve contraire s'applique donc aux maîtres et commettants !

CHAPITRE IV

L'ARTICLE 1384 EST-IL LIMITATIF?

Nous avons étudié dans les chapitres précédents, la responsabilité des différentes personnes énumérées dans l'article 1384.

Ce texte est-il limitatif? Peut-on étendre ses dispositions à d'autres personnes qu'à celles qui y sont expressément indiquées?

Le tuteur est-il présumé responsable du fait de son pupille?

Le mari du fait de sa femme?

Le directeur d'une maison de correction ou d'une maison d'aliénés du fait de l'un de ses pensionnaires?

SECTION I

De la responsabilité du tuteur à raison du fait de son pupille

L'article 1384 n'a pas parlé du tuteur. La question est donc de savoir si malgré le silence de cet article, il est néanmoins permis de dire que le tuteur répond de l'incendie causé par son pupille. Cette question est des plus controversées.

D'après un premier système, le tuteur est responsable comme les père et mère dont il tient la place. Il doit, dit-on, prendre soin de la personne du mineur conformément à l'article 450 du Code civil et il a sur lui une autorité suffisante pour

réprimer ses écarts (art. 463, C. civ.). En outre, un assez grand nombre de lois spéciales, parmi lesquelles la loi sur la police rurale des 28 septembre et 6 octobre 1791, titre II, article 7 ; le Code forestier, article 206 ; la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, article 74 ; enfin, la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, article 28, le déclarent positivement responsable. Ce système est soutenu par MM. Larombière, Duranton, Aubry et Rau, et Sourdat (1).

D'après un deuxième système, le tuteur n'est pas responsable aux termes de l'article 1384, parce que la présomption légale est de droit étroit et ne saurait être étendue d'un cas à un autre. En outre, l'autorité que le tuteur peut avoir sur son pupille diffère beaucoup de celle d'un père ou d'une mère. L'influence morale qui est la principale force des parents n'existe plus au même degré chez le tuteur. Généralement, comme le fait observer Laurent, le tuteur n'a pas eu à s'occuper de l'enfant dans ses premières années. Si donc le pupille a été mal dirigé avant que le tuteur n'en fut chargé, il n'est pas juste que les suites de cette mauvaise éducation causent un préjudice à ce tuteur qui remplit, il ne faut pas l'oublier, des fonctions essentiellement gratuites, et qui n'a pas comme

1. Larombière. *Traité des obligations*, art. 1384, n° 6. — Duranton, t. XIII, n° 719. — Sourdat, t. II, n° 843, p. 86.

les père et mère, en retour des obligations qui lui sont imposées, l'avantage d'un droit de jouissance légale. Ensuite, le père a le droit de correction, c'est-à-dire le droit de faire détenir pendant une durée qui varie entre un et six mois, l'enfant qui ne veut pas se soumettre à cette autorité. Le père est le seul juge de l'opportunité de cette mesure dans certains cas, dans d'autres son droit est subordonné à l'approbation du président du tribunal, qui a un pouvoir discrétionnaire pour ordonner ou pour refuser l'arrestation. (Art. 375 et 376 du Code civil.)

Le tuteur n'a pas, quelque mécontent qu'il soit, le droit de s'adresser directement à la justice pour obtenir la réclusion de son pupille. Il faut qu'il provoque une réunion du conseil de famille, auquel il expose ses griefs qui décide, s'il y a lieu, de l'autoriser à user de cette mesure. Ce n'est qu'après que le conseil de famille a statué sur sa demande dans un sens favorable, que le tuteur peut employer ce moyen de réduire à la soumission un enfant indocile et rebelle. Son autorité reçoit ainsi de la loi une sanction moins énergique que celle du père ; les rédacteurs du Code avaient au surplus les motifs les plus justes et les plus raisonnables pour subordonner à la décision de l'assemblée des proches parents, que préside le juge de paix, un acte aussi grave que celui-là. Ceci

prouve, on ne peut mieux, que le législateur faisait quelque différence entre les rapports personnels du père avec son fils et les rapports du tuteur avec son pupille.

Admettons même qu'il n'y ait aucune différence sur ce point. Voici une autre raison pour repousser la responsabilité du tuteur. Les rédacteurs du Code civil n'ont pas cru que l'article 372 fût suffisant pour entraîner la responsabilité du père vis-à-vis des tiers. Ils ont cru devoir se prononcer formellement sur ce sujet dans l'article 1384. Faudrait-il dire qu'en ce qui concerne le tuteur, il leur a paru que les articles 450 et 468 étaient plus compréhensifs que l'article 372 ? Quant aux textes de lois spéciales qui comprennent le tuteur dans la liste des personnes responsables du fait d'autrui, ils ne sauraient fournir aucun argument en faveur du droit commun. Si ces lois, d'ailleurs, admettent la responsabilité du tuteur, c'est que les faits qu'elles visent n'ont vraisemblablement pu se produire qu'avec le consentement au moins tacite du tuteur et que bien souvent même il y a présomption qu'il en ait tiré profit.

Les principaux défenseurs du deuxième système, dont nous sommes partisan, sont MM. Laurent, Colmet de Santerre et Demolombe (1).

1. Laurent, *Principes du droit civil*, t. XX, n° 555, p. 593. Colmet de Santerre, t. V, n° 365 bis, p. 683. Demolombe, t. XXI, n° 588, p. 513.

Mais si le tuteur ne peut être assimilé aux père et mère, il ne peut pas non plus être assimilé à l'instituteur. Il ne s'est pas, en effet, chargé spontanément de la personne de l'enfant et cette mission difficile et délicate lui est imposée par la loi. Au contraire, l'instituteur sollicite cette mission, il se prétend capable de surveiller et de diriger la jeunesse, en outre il reçoit un salaire en échange des services qu'il rend. Ces considérations suffisent à notre avis, dans le silence du Code, pour faire écarter du tuteur la responsabilité que la loi n'a établie expressément que contre les père et mère et les instituteurs.

Il est évident que nous n'entendons pas affranchir le tuteur de toute responsabilité ; la faute de sa part n'est pas présumée, mais la partie lésée qui lui reproche quelque négligence n'a qu'à en faire la preuve, pour obtenir réparation du préjudice qui en est résulté.

SECTION II

De la responsabilité du mari relativement au fait de sa femme

Le mari n'est pas présumé responsable de l'incendie occasionné par sa femme. Il est une disposition que nous empruntons au titre du contrat

de mariage et qui ne laisse aucun doute à ce sujet, c'est l'article 1424 du Code civil qui exclut de la communauté les amendes encourues par la femme et ne permet d'en poursuivre le recouvrement que sur la nue-propriété de ses biens personnels. Il en est incontestablement de même des dommages-intérêts qu'une femme peut être condamnée à payer, parce qu'au cours du mariage, il n'y a que les dettes contractées par la femme du consentement de son mari qui tombent dans la communauté. (Code civil, art. 1409, alinéa 2.)

Cependant, objectera-t-on, aux termes de l'article 213 du Code civil, le mari a autorité sur sa femme. Sans doute, mais cette autorité existe seulement dans l'intérêt des deux époux, afin d'éviter entre eux les conflits qui surgissent trop fréquemment entre personnes qui, liées par des intérêts communs, ont toutes un droit égal de commandement. Mais la loi n'a pas eu ici en vue l'intérêt des tiers. Elle dit que le mari doit protection à sa femme, mais elle n'a pas entendu l'astreindre à cette surveillance continuelle que nécessite l'enfant. Lorsqu'un homme associe à son existence une compagne, c'est généralement pour avoir à ses côtés un auxiliaire actif et intelligent, qui le seconde dans ses travaux, en s'occupant surtout de la direction intérieure de sa maison. Nous devons ajouter que cette épouse serait naturellement seule

responsable de ses actes si elle ne s'était pas mariée, son nouvel état ne saurait inspirer la défiance, la société n'a besoin d'aucune garantie nouvelle.

Voilà pourquoi le mari n'est pas responsable; il en est ainsi même quand la femme est mineure. Ici, il n'est plus possible d'affirmer que la société n'a perdu aucune garantie, puisque la femme qui était soumise à la puissance paternelle en est affranchie complètement, et qu'il n'y a plus personne à qui l'on puisse indirectement imputer ses méfaits. Il est aisé de répondre que le législateur a pensé, avec beaucoup de raison, que la femme puisait dans son nouvel état le sentiment de devoirs jusqu'alors inaperçus et devenait tout à fait capable de discerner la valeur bonne ou mauvaise de ses actions.

La Cour de Bordeaux a, dans un arrêt du 25 novembre 1831 (1), prétendu que le mari était responsable dans les termes de l'article 1384 des faits délictueux commis par sa femme en son absence. Elle se fonde sur ce motif que lorsque le mari s'absente, la femme doit être regardée comme son préposé, comme son agent. Alors, l'article 1384, alinéa 3, lui serait applicable. Laurent (2) critique avec beaucoup de raison cet arrêt qui repose sur un principe qui n'est formulé dans aucun texte. Il

1. Dalloz, *Rép.* V. « Responsabilité », n° 595.

2. Laurent, t. XX, n° 608, p. 659.

ne peut appartenir à la jurisprudence de créer des présomptions légales et c'est ce qu'a fait cette Cour en présumant entre un mari et une femme le rapport de commettant à préposé.

Nous ne pensons pas toutefois que le mari soit toujours, à raison des actes de sa femme, à l'abri des poursuites de la personne lésée. Toullier (1) enseigne qu'un mari, qui par sa présence ou par la connaissance du projet de sa femme avait le pouvoir d'empêcher le fait et s'est abstenu d'intervenir peut être soumis lui-même à une demande en réparation du préjudice causé. Seulement c'est à son adversaire à prouver qu'il est resté dans une inaction coupable, qu'il pouvait empêcher le dommage.

Cette doctrine est juste. Un individu quelconque ne peut à la vérité encourir aucune responsabilité légale lorsque, témoin d'un quasi-délit dont il pourrait arrêter l'exécution, il passe son chemin et ne s'en occupe pas. Il n'en est plus ainsi quand cet individu avait le devoir de prévenir, d'empêcher le fait nuisible. C'est bien le cas du mari. Puisque sa femme lui doit obéissance, il a dans une certaine mesure le moyen de diriger sa conduite et il est en faute quand il s'abstient d'user de son autorité pour empêcher un délit ou un quasi-

1. Toullier, t. XI, n° 279.

délit. Seulement, il convient de remarquer que le mari n'étant pas tenu de surveiller sa femme, on ne peut l'accuser de manquer de vigilance à son égard. Son abstention ne constitue une faute que s'il était présent à l'acte ou s'il savait d'avance à quel moment et dans quelles circonstances la femme devait exécuter son coupable projet.

Le droit commun est donc que le mari n'est pas responsable de sa femme en sa qualité de mari.

Il ne peut l'être que quand, présent à l'acte ou en ayant connaissance, il pouvait l'empêcher.

Mais bien entendu, si la femme agit en qualité de préposé du mari, ce dernier est responsable comme tout commettant. C'est là une question de fait que les tribunaux ont à apprécier.

C'est ainsi que le mari est responsable d'un incendie qui s'est communiqué à l'immeuble voisin s'il a été occasionné par l'inconséquence de sa femme en accomplissant les devoirs qui lui incombait comme femme de ménage en vaquant aux occupations d'intérieur qu'elle effectuait quotidiennement dans l'intérêt commun et comme auxiliaire et préposé du mari. (Trib. civ. de Verdun, 21 mai 1901) (1).

La femme marchande publique, autorisée par son mari à faire le commerce, oblige-t-elle la com-

⁽¹⁾ I. Rec. pér. ass., p. 368.

munauté, quand elle cause dans l'exercice de ses fonctions un préjudice à des tiers ? Par exemple, une femme commerçante met le feu à une maison en maniant imprudemment ou négligemment des matières inflammables : la communauté est-elle tenue de la réparation du préjudice ?

La négative résulte du principe que nous avons exposé plus haut ; car, évidemment, dans ce cas la femme n'agit pas comme préposé de son mari.

Mais on pourrait cependant soutenir que la responsabilité de la communauté découle non de l'article 1384, mais de l'article 1426 du Code civil. La femme, dira-t-on, qui manie avec imprudence les essences ou les huiles qu'elle fait profession de débiter commet une négligence dans le commerce qu'elle exerce ; elle s'oblige donc commercialement envers les tiers, victimes de cette négligence et elle oblige en même temps la communauté dans les termes de l'article 1426.

Cette argumentation nous paraît mal fondée. Le dommage produit par la femme, qui a manié sans prendre les précautions nécessaires des matières inflammables, peut avoir été causé à l'occasion ou dans l'exercice du commerce, mais on ne peut dire que ce dommage a une cause commerciale. D'autre part, si la femme, marchande publique, oblige la communauté, cette obligation a sa source dans le consentement

exprès ou présumé du mari. Mais, lorsque la femme commet un fait illicite, on ne peut pas prétendre qu'elle agit autorisée par son mari.

Remarquons enfin que l'article 1426 est fondé sur le principe général en vertu duquel « *nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui* ». Le mari répond des engagements que la femme a contractés par le fait de son commerce, parce que ce sont des engagements dont la communauté profite ou est réputée profiter.

Mais, si au lieu d'un fait licite procédant du fait du commerce, la femme commet un acte illicite étranger à son commerce, la responsabilité du mari n'est engagée à aucun titre. Comment le serait-elle en effet ? On ne peut pas dire, en pareil cas, que le mari doit supporter le dommage par la raison qu'il eût profité du gain. Celui-ci répondrait victorieusement qu'il n'a jamais compté que sur les bénéfices ou les pertes résultant de l'exercice régulier du commerce fait par sa femme et non de ceux résultant de ses délits ou quasi-délits. De même qu'il eût refusé les gains illicites que les fraudes de sa femme auraient pu lui procurer, de même, il peut répudier les charges qui sont la conséquence de la faute ou de l'imprudence de celle-ci (1).

1. Richard et Maucorps. *Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie*, p. 132 et suiv.

C'est dans ce sens qu'a été rendu un arrêt de la Cour de cassation en date du 8 juillet 1872 (1).

« Attendu qu'il résulte des articles susvisés (art. 1486, 220, 1382. C. civ., 4 et 5 C. com.) que la femme, marchande publique, autorisée par son mari à faire le commerce, n'oblige les biens de la communauté et par conséquent ceux de son mari, chef de cette communauté, que pour les actes qui concernent son négoce ;

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que c'est en approchant une lumière d'un vase de pétrole qu'elle débitait, que la femme Sègue a communiqué le feu à la maison dans laquelle elle habitait ; que si le commerce que la femme faisait dans le domicile conjugal et sous les yeux de son mari, peut être considéré comme fait avec le consentement de celui-ci, ce consentement ne pouvait être présumé donné que pour les actes mêmes du commerce ou pour ceux qui s'y rattachent nécessairement ;

« Attendu que le fait réputé à la femme Sègue est complètement étranger à son commerce et ne se rattache par aucun lien à ceux qui, d'après l'article 1426, peuvent engager les biens de la communauté ;

« Attendu que les articles 1383 et 1384 du Code

1. *J. des Ass.*, 1873, p. 48.

civil sont sans application à la cause, qu'en effet, le dernier de ces articles ne consacre la responsabilité civile du mari, à l'égard du quasi-délit commis par sa femme, que dans le cas où le fait générateur du dommage aurait été accompli par celle-ci dans une fonction à laquelle son mari l'aurait préposée ;

« Attendu que loin qu'il en soit ainsi, l'arrêt attaqué constate en fait, que le commerce qu'exerçait la femme Sègue reposait exclusivement sur sa tête ; que la patente était prise en son nom et les marchandises achetées par elle ;

« Attendu qu'en décidant dans l'état des faits, que Sègue ne pouvait être responsable de l'incendie causé par l'imprudence de sa femme, et en répétant l'action dirigée contre lui par la compagnie demanderesse, l'arrêt attaqué n'a ni violé ni faussement appliqué les articles invoqués par le pourvoi. Rejette... »

Quant à la femme elle n'est pas responsable des actes son mari. Mais ce n'est pas à dire qu'elle n'en subisse pas indirectement les conséquences. En effet, les dommages-intérêts que le mari peut être condamné à payer à des tiers doivent à notre avis, être supportés à titre définitif par la communauté en vertu de l'article 1424 du Code civil qui ne fait d'exception que pour les amendes.

SECTION III

De la responsabilité du directeur d'une maison de correction, d'une colonie pénitentiaire ou d'une maison d'aliénés relativement au fait de l'un de ses pensionnaires

Le directeur d'une colonie pénitentiaire ou d'une maison de correction peut-il être déclaré responsable de l'incendie mis par un pensionnaire et ce, aux termes de l'article 1384 ?

L'article 7 de la loi du 5 août 1850, disposant « *que toute colonie pénitentiaire privée est régie par un directeur responsable agréé par le gouvernement et investi de l'autorité des directeurs de maisons de correction* » nous assimilons entièrement les personnes qui sont à la tête de l'un ou de l'autre de ces établissements.

Or, à quel titre ce directeur responsable échapperait-il à la présomption de l'article 1384 ? Pourquoi ne pourrait-il pas être assimilé à un instituteur ?

Il remplace les parents dont il a assumé les devoirs et les responsabilités ; il remplace par suite l'instituteur, il s'est chargé de l'éducation et

du redressement des enfants qui lui sont confiés — d'ailleurs tous mineurs — et aussi de leur enseignement professionnel, car dans les colonies pénitenciaires par exemple, l'agriculture et tous les métiers sont mis en pratique.

A l'appui de cette opinion, on peut citer un arrêt de la Cour de Grenoble rapporté au Dalloz, année 1902, deuxième partie, page 147, dont le sommaire est le suivant :

« Il faut entendre par instituteur, aux termes de l'article 1384 du Code civil, toute personne chargée de l'éducation ou de l'instruction d'enfants ou de jeunes gens en même temps que de leur surveillance, le législateur ayant visé l'éducateur de la jeunesse, plus encore que l'instructeur.

« Et le caractère en grande partie professionnel d'un enseignement ne pourrait être de nature à enlever au chef de maison où cet enseignement est donné la qualité d'instituteur et à le soustraire à la responsabilité civile inhérente à cette qualité.

« Dès lors, doit être considéré comme un chef d'établissement, d'éducation et d'instruction, c'est-à-dire un véritable instituteur, auquel l'article 1384 est pleinement applicable, le directeur d'une maison qui reçoit des enfants et des jeunes gens, auxquels on donne l'enseignement primaire et même dans certains cas l'enseignement secondaire, où la plupart des enfants ou jeunes gens ont à peu

prés quotidiennement une ou plusieurs heures de classe, où ils apprennent, suivant leur âge et l'avancement de leur instruction, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la géométrie, l'histoire, les langues vivantes, la musique, etc... et où, en dehors des classes proprement dites, les enfants et jeunes gens apprennent les métiers d'agriculteur, de jardinier, de maçon, de forgeron, etc.

« Il en est ainsi alors même que les enfants ou jeunes gens reçus dans cette maison avaient donné à des points de vue divers, des sujets de mécontentement à leurs familles, qui les avaient placés là sans aucune formalité judiciaire, ou bien étaient soit des sujets arriérés ou incomplets, soit des jeunes vagabonds, vicieux ou insubordonnés, soit encore des enfants moralement abandonnés, envoyés par l'assistance publique, par des administrateurs d'hospices ou de municipalités, rien ne permettant au point de vue de l'application de la loi civile, de différencier ces enfants des enfants ordinaires. »

Il s'agissait là du directeur de la maison paternelle de Saint-Genest ; deux élèves avaient été condamnés correctionnellement pour fait de mœurs, la Cour a déclaré le directeur responsable des frais de condamnation criminelle.

Nous signalerons maintenant un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Tours dans un

sens contraire. Deux colons en s'évadant, avaient volé des bicyclettes. Ils ont été poursuivis par le Parquet qui a en même temps cité la colonie de Mettray comme civilement responsable. Les colons ont été condamnés pour vol, mais la colonie a été mise hors de cause pour les motifs suivants :

« Attendu que M. Cluze, directeur de la Société paternelle, ne saurait être considéré comme un instituteur, au sens de l'article 1384 du Code civil ; que les établissements fondés par ladite Société paternelle en 1853 et 1855 sont des établissements pénitenciers institués conformément au vœu de la loi du 5 août 1850 pour recevoir des mineurs condamnés ou envoyés en correction paternelle. Qu'à ce titre ces établissements échappent à l'application de l'article 1384 du Code civil qui n'édicte la responsabilité du fait des élèves qu'à l'encontre des établissements d'enseignement et d'éducation ».

Ce jugement, absolument en contradiction avec l'arrêt de la Cour de Grenoble sus rappelé, a fait, croyons-nous, une juste application de la loi et des principes. L'article 1384 dérogeant au droit commun, ne doit pas s'appliquer en dehors des cas strictement spécifiés par lui.

La situation du directeur de ces établissements pénitenciers n'est d'ailleurs pas la même que celle de l'instituteur. Tandis que ce dernier à faire,

d'habitude, à des enfants normaux, le premier n'a sous sa surveillance que des enfants vicieux ou tout au moins insubordonnés. Il serait donc injuste de les traiter sur un pied d'égalité au point de vue de leur responsabilité.

A plus forte raison, le directeur d'un établissement d'aliénés ne peut-il être assimilé à un instituteur, et par suite ne se trouve pas sous le coup de la présomption de l'article 1384.

La Cour d'Agen a cependant affirmé le contraire dans un arrêt du 16 mars 1872 (1). Mais cette décision n'est pas admissible, car le directeur d'une maison d'aliénés ne remplit nullement les conditions voulues pour encourir l'application de cet article. Il ne dispose pas de cette influence morale qui permet à l'instituteur d'empêcher l'enfant de faire le mal. Bien souvent, il n'aura pour prévenir ses écarts que la ressource d'une surveillance matérielle. Il n'y aurait pas de raison ensuite pour que sa responsabilité cessât à l'époque où l'aliéné devient majeur si son état de démence est toujours le même. Les risques que les actes d'un tel individu font courir à la société ne sont en aucune façon diminués. Mais si on admet cela, on s'écarte de l'esprit et de la lettre du Code qui ne rend les parents et les instituteurs responsables

1. Dalloz, 1872, II, 153.

que des actes d'un mineur. M. Labbé montre que si la responsabilité des parents à raison des actes d'un majeur en démence avait pu être fondée sur l'article 1384 alinéa 7, cette disposition aurait été funeste aux aliénés, elle aurait motivé à leur égard un régime de séquestration continuelle. A plus forte raison, ces considérations doivent être invoquées, quand l'aliéné est sous la garde d'une personne qu'un lien de parenté ne porte pas à l'entourer de soins affectueux.

APPENDICE

DE L'ACTION RÉCURSOIRE

Le législateur a voulu avant tout que la victime obtienne réparation du dommage qui lui a été causé, c'est pourquoi il a édicté les diverses présomptions que nous avons examinées dans les chapitres précédents ; mais une fois le préjudice réparé, l'équité veut que ce soit son véritable auteur qui en supporte les conséquences.

Ce résultat sera obtenu par l'action récursoire que la loi donne à ceux qui sont responsables du fait d'autrui et qui peut être exercée par le responsable, sous forme de garantie, soit dans l'instance même où il est l'objet de la demande en dommages-intérêts de la part de la partie lésée, soit dans une instance séparée.

Sourdat formule de la façon suivante les distinctions à faire au sujet de ce recours. « Toutes les fois que l'agent du dommage n'est pas tenu personnellement à raison de son état ou de sa capacité générale, comme l'enfant, le fou, il ne peut être condamné directement au profit de la

partie lésée et ne peut l'être davantage au profit et sur le recours de la partie responsable. Celle-ci est d'autant moins recevable à exercer un tel recours que, le plus souvent, elle a commis une faute en ne surveillant pas cet incapable confié à ses soins.

Si l'agent est personnellement susceptible de répondre de ses actes, il faut faire une autre distinction ou le dommage résulte en entier de la faute de cet agent, ou la faute sera commune à l'agent et au responsable, ou enfin elle ne sera imputable qu'au responsable aux ordres ou instructions duquel l'agent se sera conformé. S'il n'y a faute que de l'agent, le responsable vis-à-vis des tiers aura son recours contre lui pour le tout ; si la faute est commune, pour la partie mise à sa charge par les tribunaux. Si c'est en suivant les ordres ou instructions du responsable que l'agent a causé le dommage, le responsable n'a aucun recours. »

Si nous appliquons ce principe au recours du père et de la mère, nous constatons que l'enfant en bas âge, qui a agi sans discernement et n'a par suite pu commettre aucune faute, ne peut être recherché à raison de son acte. Au contraire, lorsque le dommage a été occasionné par un enfant, qui a atteint l'âge de discernement, par un adolescent, sachant très bien ce qu'il fait, ce dernier doit en

définitive supporter seul les conséquences de sa faute.

Certains auteurs prétendent qu'il n'y a pas à distinguer si l'enfant a agi ou non avec discernement, quand il s'agit d'accorder à ses parents l'action récursoire contre lui, mais qu'il faut plutôt se demander si les parents ont pu ou non empêcher le dommage causé par leurs enfants, sauf bien entendu à leur imposer la charge d'en faire la preuve. Nous répondrons à ces auteurs que si les parents étaient parvenus à faire cette dernière preuve, ils n'auraient pas été responsables. On nous demande à quelle époque limiterait-on l'âge du discernement ? Mais ce sera là une question de fait à résoudre par le magistrat.

Quant aux maîtres et commettants, chaque fois que le dommage ne résultera pas de l'ordre donné, chaque fois que le préposé ne pourra invoquer son obéissance passive, l'action récursoire pourra avoir lieu.

Enfin, en ce qui concerne les instituteurs et artisans, il faudra leur donner droit à l'action dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions qu'à ceux dont ils sont les représentants.

Mais l'action peut-elle être dirigée contre les parents ou seulement contre les enfants ?

Voici l'opinion de M. Weiss sur ce point : « Je ne pense pas que l'instituteur ou l'artisan dans le

cas où ils auraient payé, aient un recours à exercer contre les parents de l'enfant, on ne voit pas bien sur quoi pareil recours serait fondé, les parents n'ont-ils pas délégué leur droit de surveillance ? » (1).

En effet, si l'instituteur est condamné, c'est qu'il n'a pas prouvé qu'il était exempt de toute faute. S'il pouvait empêcher ou prévenir l'acte dommageable et s'il ne l'a pas fait, il doit s'en prendre à lui-même de sa négligence et c'est à lui seul, par suite, d'en supporter les conséquences. En se substituant au père il l'a affranchi de l'obligation de veiller sur la conduite de son fils. Il ne peut donc, à ce point de vue, rien lui reprocher. Mais, dira-t-on, le fait dommageable est peut-être la conséquence éloignée d'habitudes vicieuses que l'enfant avait contractées chez son père avant de venir chez l'instituteur et dont celui-ci pouvait n'avoir aucun soupçon. Il nous est facile de répondre que si les choses sont telles, l'instituteur ne peut être condamné, car il lui est facile de prouver qu'il n'y a pas eu de faute de sa part ; on ne voit donc pas dans quel cas il pourrait prétendre avoir un recours contre le père.

1. Cours de droit civil, 1897-1898.

Troisième Partie

De la Responsabilité à raison du fait des choses

CHAPITRE PREMIER

DE LA RESPONSABILITÉ A RAISON DU FAIT DES CHOSES MOBILIÈRES INANIMÉES

PRÉLIMINAIRES

Nous avons vu dans les chapitres précédents que la responsabilité à raison de son propre fait ou à raison du fait d'autrui était toujours basée sur une faute prouvée ou présumée du responsable.

Nous avons fait remarquer toutefois que la doctrine et la jurisprudence avaient une tendance marquée en ce qui concerne la responsabilité des maîtres et commettants à les déclarer responsables chaque fois qu'il y avait un préjudice causé, dans les conditions prévues par le Code, par leurs

préposés ou domestiques, et cela sans qu'ils puissent se disculper en aucune façon.

Il existe contre eux, dit-on, une présomption de faute *juris et de jure*.

Mais alors dans le cas où dans leur choix, ils se sont entourés de tous les renseignements désirables et ont ensuite exercé une surveillance suffisante, dans le cas où, par conséquent, ils n'ont commis aucune faute, pourquoi les rend-on responsables ? Que leur reproche-t-on ?

« Si peu qu'on puisse supposer que la loi n'a pas été hostile à l'idée de faire supporter la responsabilité même à quelqu'un qui n'a aucune faute à se reprocher, toute la théorie s'écroule, le système de la présomption de faute n'existe plus ; le mot lui-même n'est qu'une fiction et un mensonge à rayer du vocabulaire juridique (1). »

De là à déclarer que les seules conditions d'existence de la responsabilité civile résident dans la matérialité du préjudice causé, il n'y avait qu'un pas. Et ce pas, certains auteurs l'ont franchi en créant la théorie de la responsabilité objective.

C'est surtout dans le chapitre de la responsabilité à raison des choses mobilières inanimées que l'on a tenté de faire disparaître la vieille conception de la responsabilité civile basée exclusivement sur la faute prouvée ou présumée.

1. Saleilles. *Les accidents de travail et la responsabilité civile*, Paris, 1897.

Ce revirement a eu sa principale cause dans les progrès considérables réalisés par le monde industriel, dans le perfectionnement des moyens de production, des machines, des outils, dans l'extension du machinisme, qui en rendant la fabrication facile, riche, abondante, ont augmenté en même temps le nombre des accidents du travail, en rendant plus facile la mort, la blessure ou l'infirmité de l'ouvrier qui conduit la machine.

Le patron se mettait à l'abri en invoquant l'article 1382 et en faisant tomber le fardeau de la preuve sur l'ouvrier demandeur de l'indemnité : *actori incumbit probatio* et l'ouvrier blessé succombait devant l'impossibilité de prouver la faute du patron.

C'est pour mettre fin à cette lutte par trop inégale entre le patron et l'ouvrier, que le législateur créa, en 1898, la loi du risque professionnel. Cette loi a pris la défense des ouvriers, et changeant de fond en comble le fondement de la responsabilité, a mis le risque à la charge du patron. Désormais, l'ouvrier ou sa famille sont sûrs d'obtenir l'indemnité en cas d'accident, même si c'est par sa faute que l'accident a eu lieu. On a mis le risque à la charge du patron et on devait bien le faire, car avec les anciens procédés, l'ouvrier était toujours à la merci du patron. L'ouvrier a droit à l'indemnité,

même s'il est en faute, en exceptant bien entendu la faute intentionnelle. Cette solution se justifie, parce que le contact avec les machines de l'industrie dont le moindre attouchement est mortel, finit par donner aux ouvriers une accoutumance qui peut leur devenir fatale.

Mais la responsabilité dérivée de l'accident du travail n'est qu'un cas spécial de la responsabilité à raison du fait des choses. Et pour en revenir à la matière qui nous occupe, quelles sont les règles à appliquer lorsqu'une locomobile, une locomotive ou une chaudière à vapeur occasionnent un incendie, soit à la suite d'une explosion, soit de toute autre manière ?

Ici, plusieurs systèmes que certains auteurs et partie de la jurisprudence ont d'ailleurs imaginés, principalement dans le but d'améliorer la situation de l'ouvrier vis-à-vis du patron en matière d'accident du travail, avant le vote de la loi de 1898, viennent départager les opinions.

La jurisprudence a tâché d'élargir le champ d'application de l'article 1386. Tandis que la doctrine a mis fortement à contribution l'article 1384. A la fin de ce dernier article, il y a un petit membre de phrase qui est longtemps resté inaperçu et où il est dit que l'on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde.

Et certains auteurs, forçant les termes de l'arti-

de 1384 déclarent que la responsabilité légale du fait des choses se trouve consacrée par le Code « où elle est écrite depuis bientôt un siècle et où elle reposait malgré la formule limpide, énergique, « par laquelle le législateur avait accusé son existence ».

Pour nous, nous croyons que le fondement de la responsabilité dans le Code, même en ce qui concerne la responsabilité du fait des choses est la faute ; mais, *cette faute est présumée avec le droit à la preuve contraire.*

Nous allons toutefois avant d'exposer le système que nous adoptons, faire un rapide examen des diverses théories soutenues à ce sujet, afin de bien montrer que seule notre interprétation est conforme à la lettre et à l'esprit du Code.

SECTION I

Système de la faute aquilienne

§ I

Le système de la faute aquilienne a été longtemps suivi par l'unanimité des auteurs et des tribunaux et jusqu'à ces dernières années, il était encore admis par la grande majorité de la doctrine (1) et de la

1. V. dans ce sens, Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, t. XXXI,

jurisprudence, demeurées fidèles à la théorie des articles 1382 et 1383, fondant la responsabilité sur une faute prouvée. Pour que le propriétaire de l'objet qui causait un dommage fût responsable, il fallait prouver sa faute, c'était la condition *sine qua non*.

Cette règle a été parfaitement mise en lumière dans un arrêt très connu de la Chambre civile de la Cour de cassation, en date du 10 juillet 1870 (1), arrêt particulièrement intéressant parce qu'il est intervenu dans une de ces affaires d'explosion où les enquêtes donnent ordinairement fort peu de résultats et où par conséquent, il est très difficile de prouver la faute du propriétaire de la machine. Une femme occupée à laver du linge dans un lavoir, avait été blessée par l'explosion d'une chaudière appartenant au propriétaire du lavoir. Déboutée en première instance et en appel de sa demande en dommages-intérêts, elle avait basé son pourvoi sur le raisonnement suivant :

« Quiconque a une chose en sa possession et en sa garde répond du dommage causé par le fait de

n° 666. — Colmet de Santerre. *Cours analytique du Code civil*, t. V. p.679.
— Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, t. VII, p. 543.

1. S. 1871, 1. 9. L'explosion dont s'agit, au lieu d'un accident de personnes, aurait pu occasionner un incendie. Cet arrêt, ainsi que ceux rendues en pareil cas, que nous citerons dans la suite, sont donc étroitement liés à notre matière.

cette chose. Telle est la disposition de l'article 1384 du Code civil et l'article suivant fait application du principe aux animaux. Celui qui garde et emploie une chose est présumé en faute, si un dommage est causé par cette chose à autrui. » Or, son pourvoi fut rejeté pour cette raison « que l'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité, que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit, est en conséquence, et en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier, que faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération ; que dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine, chaudière à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert, doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur responsabilité ; qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit et de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur. »

Nous avons cité tout au long cet arrêt, parce qu'il nous semble que la question était très net-

tement posée dans le pourvoi et que les juges l'ont résolue non moins clairement dans le sens traditionnel et classique.

Les jugements et arrêts rendus en ce sens sont très nombreux, il nous suffira de citer :

Un jugement du tribunal civil de Fougères du 22 mars 1905 (1), qui a décidé qu'il ne suffit pas au propriétaire sinistré d'établir contre le propriétaire d'une locomobile la communication d'incendie par la dite machine ; mais qu'il faut encore prouver une faute ou négligence du batteur.

De même la Cour de Rennes dans un arrêt du 28 juillet 1902 (2) a jugé que la seule détention d'un objet mobilier inanimé qui a causé un préjudice, en l'espèce, une batteuse qui a allumé un incendie, ne suffit pas pour constituer le détenteur en faute.

Et quand on objecte aux partisans de ce système que la responsabilité du fait des choses est régie par l'article 1384 et non par les articles 1382 et

1. *Rec. pér. des ass.*, 1908, p. 174.

2. *Ibid.*, 1902, p. 546. Voir dans le même sens. Orléans, 20 décembre 1888. S. 1890. 2. 14. — Cass. Belge, 28 mars 1899. S. 1890. 4. 17. — Douai, 28 juillet 1896. *Rec. pér. des ass.*, 1896, p. 418. — Douai, 16 décembre 1896. *Rec. pér. des ass.*, 1897, p. 192. — C. de Paris, 5 novembre 1904. *Gazette des Tribunaux*, 11 janv. 1905. — Orléans, 15 juin 1904. *Rec. pér. des ass.*, 1905, p. 169. — Trib. civ. Seine. 31 mai 1904. *J. des ass.*, 905, p. 168. — Cas. civ., 16 juin 1905. S. 1965. 1. 523.

1383, ces derniers répondent que l'article 1384 est obscur, qu'il ne donne certainement pas la solution de la question. Dans le doute, disent-ils, on doit remonter au principe fondamental et ce principe fondamental est clairement formulé dans l'article 1382 : pas de responsabilité sans faute dûment prouvée.

C'était d'ailleurs l'esprit du droit romain, c'est également celui de nos plus anciennes coutumes françaises ; aux termes de l'article 177 de la très ancienne coutume de Bretagne les choses « qui n'ont vie » n'engagent la responsabilité du propriétaire qu'autant qu'il y a eu faute de sa part « *par le deffaut de celui à qui les choses seraient* ».

Et d'après la plupart des auteurs, entre autres, d'après MM. Esmein (1), le Code civil n'a fait que suivre cette longue tradition et s'y conformer, la responsabilité de l'article 1382 restant la seule applicable en l'espèce qui nous occupe.

§ 2

Tel n'est pas notre avis.

D'une part, le membre de phrase de l'article 1384, relatif à la responsabilité du fait des choses s'explique très logiquement et devient très clair ainsi

1. S. 1897. 1. 77.

que nous le verrons plus loin, si au lieu de l'envisager séparément on le rapproche du texte entier de cet article et du texte de l'article suivant, qui traite de la responsabilité du fait des animaux. Les dispositions de ces articles s'enchaînent et s'expliquent les unes par les autres.

D'autre part, si les auteurs du Code n'avaient rien voulu changer au principe de l'article 1382, ils n'auraient pas parlé à nouveau de la responsabilité du fait des choses dans l'article 1384.

Il est, en effet, bien évident que la formule des articles 1382 et 1383 est assez large pour embrasser les dommages causés « par la faute » de quelqu'un, alors même que ces dommages sont arrivés « par le fait » d'une chose. Et à moins d'admettre que le législateur ait parlé pour ne rien dire, il nous faut, pour expliquer l'article 1384, sortir du domaine des articles 1382 et 1383.

SECTION II

Elargissement de l'article 1386

§ I

L'article 1386, que nous étudierons dans un chapitre suivant, rend le propriétaire d'un bâtiment responsable du dommage causé par sa ruine,

lorsqu'elle est arrivée par suite d'un défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Or, certains auteurs pour échapper à la théorie précédente ont voulu combiner cet article avec l'article 1384. Dans l'article 1386, en effet, la loi n'exige pas la preuve d'une faute, elle se contente pour condamner le propriétaire d'une preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction (1). On a songé à tirer parti de cet article en raisonnant de la manière suivante : l'article 1384 pose un principe et l'article 1386 fait une application de ce principe. Mais il ne donne qu'un exemple qui n'a rien de limitatif. Ce qu'il dit de la ruine d'un bâtiment doit s'appliquer à l'explosion d'une machine ou à toute autre espèce analogue.

La jurisprudence elle-même a dans divers cas adopté cette manière de voir. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Douai du 28 juillet 1896 (2), qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 1384 du Code civil, on est responsable du dommage causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ; que les conditions d'application de ce principe sont indiquées dans les paragraphes 2 et 3 de l'arti-

1. Tout au moins d'après l'opinion commune ; car nous montrerons dans la suite qu'à notre avis l'article 1386 ne fait pas exception à la règle : « Pas de responsabilité sans faute. »

2. *J. des ass.* 1897, p. 117.

cle 1384, en ce qui concerne les personnes dont on doit répondre ; dans l'article 1385, en ce qui concerne les animaux que l'on a sous sa garde et dans l'article 1386 en ce qui concerne les choses inanimées dont l'on est responsable ; que la disposition de l'article 1384, relative aux choses inanimées, est donc inséparable de l'article 1386, qui fait dériver la responsabilité d'un défaut d'entretien ou d'un vice de la chose ; que cette article 1386 est d'une application générale, bien qu'il ne parle que de bâtiments, lesquels sont cités à titre d'exemple comme étant le cas le plus usuel : que par conséquent, de la règle posée dans les articles 1384 et 1386 du Code civil, il résulte que le propriétaire de la chose ne sera pas nécessairement et dans tous les cas responsable, mais le deviendra lorsque le dommage aura été la conséquence d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, sans qu'il soit nécessaire d'établir à sa charge une faute personnelle... (1). »

§ 2

Quant à nous, il nous semble difficile de soutenir que l'article 1386 doit être étendu aux choses

1. Voir dans le même sens Douai, 13 mai 1902, *Rec. som.* 1902. 6288 ; Aix, 27 janv. 1902, *Rec. som.* 1902, 6290.

mobilières. Nous croyons avec Laurent (1), « qu'il faut s'en tenir aux textes, maintenir l'article 1386 comme règle générale et n'appliquer l'article 1384 qu'aux bâtiments ». On ne peut assimiler aux bâtiments les choses purement mobilières, les machines, les outils, voitures, trains, choses qui n'adhèrent nullement au sol.

Et si l'article 1386 est général, que faut-il penser de l'article 1384 ? Là, les termes de la loi sont vraiment généraux : « *On est responsable... du fait des choses que l'on a sous sa garde.* » Pourquoi le législateur, qui avait été aussi général que possible dans l'article 1384, a-t-il voulu l'être derechef, dans l'article 1386, qui ne fait d'ailleurs que rappeler la *cautio damni infecti* du prêteur romain ?

Au surplus, un argument basé sur le bon sens vient s'ajouter aux précédents. En effet, les accidents que visait la jurisprudence par l'élargissement de l'article 1386 étaient principalement les accidents industriels, rendus plus fréquents par le développement du machinisme. Or, comment croire que le législateur ait pu prévoir en 1804 un état économique et social qui allait se former beaucoup plus tard ?

L'article 1386 ne concerne donc que les bâtiments ; il n'est, en effet, nous le verrons plus loin qu'un corollaire de l'article 1384.

1. Laurent, t. XX, p. 694.

SECTION III

Système de la responsabilité directe du fait des choses

Le système de la responsabilité directe du fait des choses consiste à ne plus exiger la preuve ni de la faute, ni même du défaut d'entretien ou du vice de construction, pour condamner le propriétaire à réparer le préjudice causé par sa chose. On le déclare *de plano* et directement responsable et cela en se servant d'un article, qui était bien inscrit dans le Code, mais dont on n'avait pas semblé jusque-là apercevoir la portée. Aux termes de l'article 1384, § 1 : « on est responsable, non seulement du dommage que l'on a causé par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre *ou des choses que l'on a sous sa garde*. » Le Code déclare donc et d'une manière absolue que l'on est responsable du préjudice causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. Il n'exige pas la preuve d'une faute. Voilà le principe très large qui devait, peu à peu, inspirer tout un mouvement d'opinions en doctrine et en jurisprudence.

Il est vrai que, d'après M. Esmein (1), non seu-

1. S. 1897, I, 17, § 3.

lement l'article 1384, § 1, n'établit pas une règle générale, mais encore il n'a pour but pur et simple que d'annoncer l'article 1385 : « Les termes mêmes dont s'est servi le législateur... ne peuvent avoir cette portée générale et ne visent même pas par avance tous les cas de responsabilité prévus par les articles 1385 et 1386, car ils ne peuvent s'appliquer, à moins de supposer le langage le plus barbare, qu'aux actes des animaux prévus par l'article 1385. »

Donc, pour lui, l'article 1384, § 1, n'est que le précurseur de l'article 1385 et il en donne deux raisons :

1^o D'abord la rédaction même de l'article. Celui-ci assimile le fait des choses à celui des personnes. Or, dans ce dernier cas, à n'en pas douter, le fait dont il s'agit est un acte, un mouvement actif et propre. Il doit donc en être de même dans le premier cas ; c'est-à-dire que les choses dont parle la loi ne peuvent être que des êtres vivants, des animaux.

Nous ne savons si le législateur a si bien pris garde à la portée des termes qu'il employait et s'il a eu dans les idées et dans les mots un souci de la symétrie aussi grand qu'on veut bien le dire. Mais il nous semble en tous cas que « le fait des choses » sont des termes trop vagues, trop peu précis, pour qu'il nous soit permis d'en déduire

une distinction de cette importance et cela, sans que nous soyons tenté d'accuser le législateur d'employer un langage barbare.

2° « Dira-t-on d'un objet quelconque, dit ensuite M. Esmein, que le propriétaire qui le possède l'a sous sa garde ? » Non, on ne le dira pas dans le langage courant. Mais, en droit, certains mots ont un sens consacré et souvent bien différent de celui qu'ils peuvent avoir dans l'usage. Ici, le mot « garde », est un terme juridique bien connu et qui possède un sens très compréhensif (1). D'ailleurs ce qui nous fait croire que l'article 1384 ne parle pas seulement des animaux c'est que l'article 1385 déclare qu'on est responsable des animaux égarés ou échappés, et qui par conséquent ne sont plus à proprement parler sous notre garde. Si pour eux le fait d'être gardés est une circonstance indifférente, pourquoi l'article 1384 les désignerait-il ainsi : choses que l'on a sous sa garde ? De deux choses l'une : ou la loi entend, comme nous le croyons, parler de toutes les choses mobilières ou immobilières, en général, ou elle se contredit dans deux articles successifs, en dési-

1. M. Saleilles donne la définition suivante : « Ce que l'on a sous sa garde, c'est ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique comme objet d'appropriation en le défendant contre les tiers, en le couvrant sous sa mainmise, ce que l'on manie directement... » et nous ajouterons : ce sur quoi l'on est chargé de veiller à un titre quelconque.

gnant dans l'un les animaux : choses que l'on a sous sa garde, et en déclarant, dans l'autre, que es animaux dont on répond peuvent être des choses qu'on n'a pas sous sa garde. N'est-il pas plus simple d'admettre que l'article 1384 : 1^o pose un principe général, principe auquel l'article 1385 apporte une extension et l'article 1386 une restriction.

M. Esmein formule enfin contre notre théorie une objection qui lui paraît décisive. Admettre la responsabilité directe dans tous les cas, ce serait, dit-il, une grave innovation par rapport au droit antérieur. En effet, l'ancien droit n'admettait dans cette matière que deux actions : « l'action contre celui dont le bâtiment par sa chute totale ou par portion a blessé quelqu'un » et « l'action contre le maître d'un animal qui a causé quelque dommage ». Etendre ces actions à toutes les choses et à tous les dommages, ce serait faire une généralisation que rien dans le Code ne semble autoriser.

On pourrait d'abord lui répondre, avec M. Saleilles (1), que l'intention de généraliser le principe est, au contraire, des plus vraisemblables chez les auteurs du Code. Ils n'auraient fait, de la sorte, qu'obéir à cette loi de l'histoire du droit d'après

1. Saleilles, *Les accidents du travail*, p. 23.

laquelle à des solutions d'espèce détachées et de plus en plus nombreuses succèdent des solutions d'ensemble. Ainsi en a-t-il été en droit romain en matière de faute aquilienne. Cela s'explique. Les premiers législateurs, étant avant tout des gens pratiques, s'efforcent d'abord de trouver des solutions pour les cas qui se présentent le plus souvent. On procède par voie empirique, on juxtapose les solutions au fur et à mesure que la nécessité quodidienne les impose. Ce n'est que plus tard qu'on formule des principes : voilà la règle. Quoi d'étonnant que les législateurs du Code civil aient suivi cette marche dans la matière qui nous occupe ? Mais il y a plus. Cette généralisation ressort des termes mêmes de la loi. Qu'on lise Bourjon, Domat et tous les anciens qui se sont occupés de la question, on trouve bien des déclarations de principe plus ou moins vagues, mais nulle part une phrase aussi générale et en même temps aussi claire que celle du premier paragraphe de l'article 1384 : *on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde*. C'est là quelque chose de tout nouveau et qui n'a pu échapper à l'inadvertance des rédacteurs du Code.

Voici en quoi consiste la nouvelle théorie et quelle est la portée exacte de son innovation : la locomobile qui actionne une machine à battre fait explosion et met le feu à une meule située à proxi-

mité ; une étincelle échappée du foyer d'une locomotive tombe sur une moisson et l'incendie. Dans ces cas, l'accident est bien produit par les choses qu'avaient sous leur garde les propriétaires de la machine, de la locomobile. Or, d'après les théories précédemment exposées, la victime pour obtenir des dommages-intérêts doit prouver, ou bien que ces personnes ont commis une faute : que les propriétaires de ces objets, par exemple, négligeaient de les entretenir ou de les munir d'engins protecteurs, ou bien que l'accident a été causé par un vice de construction. D'après la théorie de la responsabilité directe, au contraire, une pareille preuve n'est plus nécessaire. On établit que l'on a souffert un préjudice et cela suffit. Le propriétaire de la chose qui a causé ce préjudice devra être immédiatement rendu responsable.

Mais sur l'interprétation même de l'article 1384, trois théories différentes ont été soutenues : la première explique la responsabilité directe du fait des choses par l'idée d'une présomption de faute *juris tantum*, c'est-à-dire admettant la preuve contraire ; la deuxième l'attribue encore à une présomption de faute, mais à une présomption *juris et de jure* ; pour la troisième enfin l'obligation de réparer le dommage causé par une chose est une obligation légale.

Il s'ensuit que dans le premier cas le proprié-

taire pourra s'exonérer en prouvant : 1° soit l'absence de faute ; 2° soit le cas fortuit *stricto sensu* ; 3° soit le cas de force majeure (1).

Dans le deuxième cas, il ne pourra s'exonérer qu'en prouvant : 1° ou le cas fortuit *stricto sensu* ; 2° ou le cas de force majeure.

Le système de l'obligation légale, enfin, ne lui permet de dégager sa responsabilité qu'en cas de force majeure. La preuve du cas fortuit *stricto sensu* est impuissante à faire cesser sa responsabilité.

Quant à la différence entre le cas fortuit *stricto sensu* et le cas de force majeure, voici en quoi elle consiste : il y a cas fortuit *stricto sensu*, lorsque, la faute du propriétaire étant écartée, bien entendu, la cause de l'accident réside dans la chose elle-même ; par exemple : un vice de construction tel que le propriétaire a pu l'ignorer sans faute, une malfaçon qui tient à l'état actuel des connaissances scientifiques ou industrielles, etc... L'accident est bien produit par la chose et la cause de l'accident lui est inhérente, c'est un cas fortuit *stricto sensu*. En cas de *force majeure* au contraire, l'accident est bien produit par la chose, mais la cause de cet accident n'est pas

1. Dans le cas de force majeure nous faisons rentrer la faute de la victime.

inhérente à la chose elle-même. Elle lui est extérieure, elle réside dans le jeu de forces qu'il était impossible d'empêcher ; par exemple : un tremblement de terre occasionne l'explosion d'une chaudière, qui cause un incendie, etc...

§ 1

a) Le système de l'obligation légale a été particulièrement soutenu par MM. Josserand et Saleilles (1). Leurs études s'attaquent au fondement même de la responsabilité. M. Saleilles exclut tout élément subjectif, toute recherche de volonté et se déclare partisan d'une responsabilité purement objective. M. Josserand arrive aux mêmes conclusions en invoquant la notion du risque créé. Au fond, ils nous disent tous les deux la même chose. La volonté de celui dont la chose a causé un accident doit être indifférente. C'est la volonté de la loi qu'il faut rechercher. Or, elle établit une responsabilité en dehors de toute faute.

La Cour de cassation paraît avoir consacré cette théorie dans un arrêt du 16 juin 1896 (2), rendu dans les circonstances suivantes : Un ou-

1. Saleilles. *Les Accidents de travail*. Paris, 1897. Josserand. *De la Responsabilité du fait des choses inanimées*. Paris, 1897.

2. S. 1897. 1. 17, D. 1897. 1. 433. (V. note de M. Ermein au Sirey et note de M. Saleilles au Dalloz.)

vrier, Teffaine, avait été brûlé par un jet de vapeur échappé à la suite de la rupture d'un tube de la machine et il en était mort. L'expertise découvrit un vice de construction dans le tube de la machine et, d'un autre côté, il était constaté que Teffaine était un très habile et très soigneux ouvrier. Voici en quels termes l'arrêt formule la nouvelle idée :

« Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur *Marie*, qui a causé la mort de Teffaine, est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, cette constatation, qui exclut le cas fortuit (1) et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire, en prouvant soit la faute du conducteur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé... »

1. Que le vice de construction ne soit pas un cas de force majeure, c'est incontestable. Mais peut-on dire qu'il ne constitue pas proprement un cas fortuit à l'égard du propriétaire de la machine ? Celui-ci, en effet, n'a aucune faute à se reprocher. Or, toutes les causes autres que la faute du débiteur constituent à l'égard de celui-ci des cas fortuits. « On appelle cas fortuits, dit Toullier, les événements qui arrivent indépendamment de la volonté de l'homme, soit qu'ils lui causent du profit ou de la perte. » (Toullier, *Droit civil français*, t. XI, n° 318.) C'est bien ici le cas. Le vice de construction existe indépendamment de la volonté du propriétaire de la machine, l'accident est donc indépendant de sa volonté : c'est un cas fortuit. Et notre arrêt le fait supporter au propriétaire et c'est en cela, ainsi que nous l'avons vu, que la théorie de la responsabilité fondée sur une obligation légale se différencie de celle de la présomption de faute *juris et de jure*.

Dans cet arrêt, il n'est donc pas question de faute, même sous forme de présomption *juris et de jure*, il fait découler purement et simplement la responsabilité des termes de l'article 1384-1° : ce qui porte à croire qu'il fonde cette responsabilité sur une obligation légale.

Nous pouvons citer dans le même sens un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 21 avril 1894 (1), qui décide que « lorsqu'il est constant qu'un incendie a été causé par la mauvaise disposition d'appareils d'éclairage au gaz, le boutiquier, qui a ces appareils sous sa garde, est par ce seul fait responsable vis-à-vis des locataires voisins des dommages à eux causés par cet incendie. Et il ne saurait être admis à se décharger de sa responsabilité en alléguant que ce n'est pas lui qui a établi ces appareils ou que les vices de leur installation n'étaient pas apparents.

Toutefois, les décisions rendues dans ce sens sont peu nombreuses, et il y a lieu de remarquer que même l'arrêt et le jugement cités ci-dessus ne vont pas jusqu'à trouver exclusivement dans l'article 1384 leurs motifs. Ils s'appuient en partie aussi sur l'article 1386, en invoquant le vice de construction et le défaut d'installation. Peu de temps après d'ailleurs la Chambre des Requêtes (2) dans

1. *Rec. pér. des ass.*, 1895, p. 29. — Voir dans le même sens Chambéry, 12 juillet 1905. *Gaz. des Trib.*, 18 sept. 1905.

2. S. 97. 1. 441. « Attendu que la demanderesse excipe d'abord de l'arti-

un arrêt du 30 mars 1897, se refusait d'une manière aussi nette que possible à abandonner la vieille conception de la faute. D'autre part, MM. Saleilles et Josserand avaient principalement en vue dans leurs études d'améliorer la situation des ouvriers en cas d'accident. Or la loi de 1898 a supprimé l'intérêt de la question en ce qui concerne les accidents du travail.

Et si la doctrine et la jurisprudence ont longtemps hésité et hésitent encore à adopter ce système, c'est parce que la théorie de l'obligation légale non seulement n'a pas été prévue par le législateur de 1804, mais encore est contraire au principe qui régit tous les cas de responsabilité énoncés dans le Code, principe d'après lequel la base de toute responsabilité est la faute ou prouvée ou tout au moins présumée.

Il ne peut être question, en effet, d'édifier une théorie aussi contraire à la tradition et à l'esprit du Code, sur les quelques mots de l'article 1384,

de 1384, aux termes duquel on est responsable du dommage que l'on cause non seulement par son propre fait, mais encore du fait des choses que l'on a sous sa garde..., attendu que l'existence « d'une faute » légalement imputable constitue l'une des conditions « essentielles » de toute action en responsabilité... que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit est tenu d'en justifier... les foyers et chaudières étant en bon état d'entretien, il est impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la « catégorie des accidents fortuits qui tiennent à l'imperfection des connaissances actuelles de l'homme, etc... ».

relatifs à la responsabilité du fait des choses, pris isolément (1).

Or, aucun autre article de notre Code ne consacrer la théorie de l'obligation légale. On a, il est vrai, prétendu le contraire, au sujet des articles 1384, § 3 et 5 et 1386. Le maître, dit-on, est tenu de réparer les préjudices causés par son préposé en vertu d'une obligation légale. « Il s'agit de quelqu'un qui agit pour lui, dont il utilise l'activité à son service ; il prend donc pour lui et à son compte tous les résultats de son activité, ce qu'il produira de bon, comme ce qu'il produira de mal (2). » Donc les risques des dommages occasionnés par le préposé sont la contre-partie des profits dont il est la source pour son commettant : *ubi est emolumentum, ibi est onus*. Et on assimile la responsabilité du fait des choses à celle du fait des préposés et domestiques ? Comme ceux-ci, les choses sont des instruments de production, ce sont des forces au service d'une volonté, des sources de profit mais aussi des causes de perte. C'est donc un risque pur et simple et non pas seulement un engagement de surveillance qu'assume le mai-

1. C'est cependant ce que fait M. Josserand lorsqu'il déclare dans son étude que la responsabilité du seul fait des choses inanimées se trouve consacrée par le Code : « où elle est écrite depuis bientôt un siècle, et où elle reposait malgré la formule limpide, énergique, par laquelle le législateur avait accusé son existence. »

2. Saleilles. *Les Accidents du travail*, p. 32.

tre. Si tel était le fondement de la responsabilité des maîtres et commettants, il faut avouer qu'il existerait une certaine analogie entre les deux situations. Mais l'argument n'a aucune valeur pour nous, qui donnons comme base à la responsabilité des maîtres et commettants, une présomption de faute consistant soit dans un mauvais choix, soit dans un défaut de surveillance, présomption de faute qui tombe d'ailleurs devant la preuve contraire.

Quant à l'article 1386, nous verrons qu'il est également basé sur une faute présumée du propriétaire.

§ 2

L'idée du législateur apparaît d'ailleurs clairement à la lecture d'ensemble de l'article 1384. La loi assimile dans la même phrase à la responsabilité du fait des personnes celle du fait des choses. La preuve en est dans le mot « ou » qui lie les deux sortes de responsabilités. Et puisque, dans le premier cas, il y a présomption de faute, il doit en être de même dans le second. Et quand on dit que l'article 1384, dans les paragraphes 2, 3 et 4, détermine nettement la portée de la responsabilité du fait des personnes, tandis qu'il n'est

plus question de la responsabilité du fait des choses, voici ce que cela prouve : c'est qu'il fallait bien énumérer les personnes dont on est responsable, tandis qu'il n'est pas nécessaire de détailler les choses que l'on a sous sa garde, cela se conçoit suffisamment.

Le législateur édictant une présomption de faute contre les pères, maîtres et commettants, instituteurs et artisans, pour des faits commis par des êtres vivants, doués d'énergie, de volonté, de personnalité, il devait, pour être logique, créer *a fortiori* une présomption de faute, contre le gardien d'une chose qui se trouve sous sa maîtrise absolue et exclusive.

Et puis, il faut bien mettre d'accord l'article 1384 avec l'article 1385, qui est un des cas visés par lui. Or là, personne ne le conteste, il y a présomption de faute.

Mais de quelle nature est la présomption de faute qui pèse sur le gardien de la chose, est-ce une présomption de faute *juris tantum* ? Est-ce une présomption de faute *juris et de jure* ?

Pour la plus grande partie de la jurisprudence, cette présomption de faute est irréfragable.

Parmi les nombreuses décisions rendues dans ce sens, nous nous contenterons de citer un arrêt de la Cour de Dijon, du 26 décembre 1895 et un arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 26 juillet 1906.

On est responsable aux termes de l'article 1384, dit le premier de ces arrêts, « non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait ou celui de personnes dont on répond, mais encore des choses que l'on a sous sa garde et cette présomption légale de responsabilité ne disparaît qu'en cas de force majeure.

« Spécialement l'entrepreneur de battage est responsable de l'incendie communiqué par des charbons enflammés tombés de la locomobile, à moins qu'il ne prouve que l'explosion de la locomobile est due exclusivement à un cas fortuit qu'il ne pouvait ni prévoir, ni empêcher » (1).

« En matière d'entreprise de battage, conclut l'arrêt de la Cour de Rennes, et en l'hypothèse d'un incendie, il pèse sur l'entrepreneur une responsabilité initiale et présumée, jusqu'à ce qu'il ait rapporté contre cette présomption la justification d'un cas fortuit ou d'une force majeure. »

Il suffit donc au sinistré d'établir contre le propriétaire de la machine que le feu a été allumé par une étincelle ou une escarbille provenant du tuyau de la machine et, pour se soustraire aux conséquences d'une pareille preuve, ce dernier doit prouver à son tour l'existence d'un cas de force majeure ou d'une circonstance fortuite (2).

1. *Rec. pér. des ass.*, 1896, p. 63.

2. *Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 468.

De même, il est de jurisprudence constante qu'une compagnie de chemin de fer est en principe responsable de l'incendie dû à des étincelles échappées de ses locomotives. (Seine, 3 déc. 1897) (1).

Il y a lieu de remarquer que ce cas d'incendie occasionné par les locomotives, du moins en ce qui concerne celles circulant sur les voies publiques, est prévu par l'article 21 du décret du 6 août 1881, relatif à l'établissement et à l'exploitation des voies ferrées sur le sol des voies publiques.

Cet article dit en effet : « Les locomotives à feu ne doivent donner aucune odeur et ne doivent répandre sur la voie publique ni flammèche, ni escarbille, ni cendre, ni fumée, ni eau excédente, les concessionnaires étant expressément responsables de tout incendie causé par l'emploi de machines à feu soit sur la voie publique soit dans les propriétés riveraines. » Il est évident que dans ce cas spécial le concessionnaire est responsable de plein droit et ne peut prouver qu'il n'y a pas eu de faute de sa part. Mais la loi générale du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ne

1. *J. des ass.*, 1898, p. 490. — V. dans ce sens Larombière, art. 1384, n° 1. — Laurent, t. XX, n° 639. — Demolombe, t. XXXI, n° 559. — Cass. Civ., 16 juin 1896 (*Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 389). — Riom, 25 mars 1905 (*Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 382). — Chambéry, 12 juillet 1905 (*Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 393). — Lyon, 18 janv. 1907 (*Rec. pér. des ass.*, 1907, p. 99). — Amiens, 24 janv. 1907 (*Rec. pér. des ass.*, 1907, p. 276).

contient aucune disposition semblable, et les compagnies de chemin de fer, quand elles ne se servent pas des voies publiques, devraient tomber sous l'application de la règle commune et avoir le droit de prouver l'absence de faute (1).

Nous allons voir, en effet, que contrairement à ce qui découle des décisions précédentes, le présumé responsable doit pouvoir dégager sa responsabilité en prouvant qu'il est exempt de toute faute.

§ 3

La présomption de faute qui pèse sur le gardien

1. Nous croyons utile de rappeler ici que nous nous sommes proposé au début de cette étude de montrer non pas quel est le système préférable en pratique et le plus équitable, mais uniquement quel a été le système des auteurs du Code, quitte à en reconnaître ensuite l'insuffisance en présence des besoins actuels.

Or, nous trouvons parfaitement équitable qu'une compagnie de chemins de fer réponde de tous les incendies occasionnés par les locomotives sauf en cas de force majeure. Mais cette responsabilité, si la compagnie est en mesure de faire la preuve qu'il n'y a aucune imprudence à reprocher au mécanicien, que la machine a été construite conformément aux données actuelles de la science et aux règlements en vigueur, ne pourrait découler que d'une obligation légale. Car d'après le système du Code la preuve de l'absence de faute étant faite, la responsabilité de la compagnie doit tomber ; c'est évidemment sacrifier le bon sens au désir de mettre d'accord les formules juridiques avec les besoins sociaux que de déclarer comme l'a fait une haute cour allemande, que le seul fait d'employer une locomotive constitue une faute. (Voir note Labbé, 3^e colonne, S. 1871-1-19.)

d'une chose inanimée mobilière est à notre avis une présomption *juris tantum* (1).

Tout d'abord, l'article 1352 s'oppose à ce que l'obligation de l'article 1384 soit une présomption irréfragable, car ici la loi ne dénie pas une action en justice comme elle l'a fait dans la présomption *Pater is est...* ; elle n'annule pas non plus un acte comme dans la présomption contenue dans l'article 911.

De plus, l'article 1384 doit être mis d'accord avec l'article 1385, qui contient, ainsi que nous le verrons, une présomption *juris tantum*.

Il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas de même dans le cas qui nous occupe.

Une objection, paraissant assez sérieuse au premier abord, et qui d'ailleurs, peut également être faite aux solutions admises par nous relativement à la responsabilité du fait des personnes et des animaux a été opposée à notre système. M. Labbé (2) l'a formulée en ces termes : « En voulant prouver l'absence de faute on se heurte à une impossibilité : *la preuve d'un fait négatif est impossible.* »

Nous croyons avec M. Planiol (3) que cette difficulté n'est pas insurmontable. Toute proposition

1. Laurent, t. XX, p. 692. « C'est au défendeur à établir, s'il y a lieu, qu'il n'y a pas de faute à lui reprocher. »

2. Labbé, S. 1886. 2. 97.

3. Planiol, t. II, p. 3.

négative comporte, en effet, une proposition affirmative qui lui fait antithèse et réciproquement.

Le fait positif, qui peut être prouvé est, dans l'espèce, le fait d'avoir pris toutes les mesures exigées par la prudence, pour empêcher le dommage de se produire, et cela est très possible.

C'est ainsi que le tribunal de Bruxelles (1) se contente très sagement de la preuve que le propriétaire a prévu toutes les chances d'accident possibles à prévoir et qu'il les a évitées : « qu'il a pris en un mot, toutes les précautions que commande la prudence. »

Il faut bien reconnaître que ce système de la présomption de faute *juris tantum* a eu peu de succès (2). Peut-être est-ce en raison de la difficulté dont nous venons de parler ?

Quoi qu'il en soit, nous sommes persuadé que telle a été la solution prévue par les auteurs du Code. C'est d'ailleurs la doctrine encore soutenue par un auteur récent. « Dans le cas des dommages causés par des choses inanimées, dit M. Huc (3), comme du reste dans tous les autres cas de quasi-délits prévus par les articles 1384 et 1385 la loi

1. 31 mai 1871. Pasic. Belge, 1872. 2. 176.

2. Voir cependant arrêt de la Cour de Cass. du 29 février 1908. Ch. des Req. qui donne au gardien d'une batteuse le droit de se disculper en prouvant que le sinistre provient du cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère.

3. Huc. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, p. 58.

établit une présomption légale de faute qui dispense le demandeur de toute preuve. Par conséquent si un accident est occasionné par une machine qui fait explosion, le demandeur n'aura rien à prouver sinon le fait du dommage ; ce sera au défendeur à établir, s'il y a lieu, *qu'il n'y a pas de faute à lui reprocher.* »

CHAPITRE II

DE LA RESPONSABILITÉ A RAISON DU FAIT DES CHOSES MOBILIÈRES ANIMÉES

SECTION I

De la base et de l'étendue de cette responsabilité

Les animaux domestiques sont, en général, sous la garde de quelqu'un qui s'en sert et qui les surveille. Par conséquent, ils rentrent dans la disposition générale par laquelle se termine l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 : ce sont des choses dont une personne a « la garde » et cette personne est responsable du dommage causé par ces animaux, en sa qualité de gardien ; on présume qu'elle a mal rempli l'obligation qu'elle a de les surveiller.

Si l'article 1385 ne signifiait rien de plus il serait inutile, car ce serait la reproduction pure et simple du principe général de l'article 1384 alinéa 1^{er}. Mais la loi nous dit autre chose : la responsabilité du possesseur ou gardien n'est pas limitée au temps où l'animal est sous sa garde ; elle dure encore quand l'animal est égaré ou s'est

échappé. Là est la raison d'être de l'article 1385 : il affirme, pour un cas où on aurait pu en douter, le maintien de la responsabilité établi par l'article 1384, lorsqu'il s'agit d'animaux.

La responsabilité établie par l'article 1385 ne pèse pas nécessairement, comme on le dit parfois, sur le propriétaire de l'animal ; ce n'est pas en sa qualité de propriétaire qu'il est responsable, c'est en sa qualité de gardien de la chose.

Aussi, ces expressions « celui qui s'en sert » ne doivent-elles pas être interprétées *stricto sensu*.

Cependant il a été jugé, en sens contraire, que la disposition de l'article 1385 n'est pas applicable au cas où l'animal a été confié à un tiers non pour s'en servir, mais pour le garder. (C. de Paris, 10 mars 1892) (1).

Conformément à cet arrêt, la Cour d'Orléans et la Cour d'Alger ont décidé « que la loi n'a rendu responsable que le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage ; qu'elle n'a pas établi un troisième responsable, celui à qui la garde d'un cheval a été confiée, indépendamment de son usage ».

Mais la jurisprudence en général, conformément à notre manière de voir, paraît se prononcer en ce sens qu'il ne faut pas restreindre les termes

1. *Rec. pér. des ass.* 1892, p. 387.

de la loi aux personnes qui se servent de l'animal pour lui faire accomplir un travail ou en retirer directement un profit, mais les appliquer à toutes celles qui peuvent en avoir la surveillance. « Le texte de l'article 1385 ne doit pas être interprété d'une façon restrictive, dit un jugement du tribunal civil de Perpignan du 12 avril 1896 (1). » Il faut donc l'entendre en ce sens, que la responsabilité qu'il édicte contre le propriétaire de l'animal incombe à toute personne qui, à un titre quelconque, accepte la garde, le dépôt de l'animal et l'a en sa possession. (Voir dans ce sens Cass. civ, 3 décembre 1872 (2). — C. de Paris, 13 janvier 1892 (3). D'ailleurs, étant donné que nous considérons l'article 1383 comme un simple corollaire de l'article 1384, cette solution s'impose.

SECTION II

Du droit à la preuve contraire

Mais si le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert est présumé responsable de l'incendie occasionné par cet animal, peut-il du moins

1. *Gaz. des Trib.*, 9 septembre 1896.

2. *Sirey*, 1872. I. 402. D. 1873. I. 337.

3. *Rec. pér. des ass.*, 1892, p. 280. — Voir dans le même sens. *Cas. Requête*, 14 mars 1906.

faire la preuve contraire et se disculper en prouvant qu'il est exempt de toute faute ?

Question des plus controversées et résolue diversement par les tribunaux. La jurisprudence a toutefois incliné à consacrer le système qui considère comme absolue la disposition de l'article 1385 et qui décide que la présomption de faute établie par cet article est irréfragable (1).

Cette hypothèse d'un incendie occasionné par un animal se réalise rarement dans la pratique. Aussi ne trouvons-nous guère de documents de jurisprudence se rapportant directement à notre sujet. Mais il y a de nombreuses décisions rendues en matière d'accidents occasionnés par les animaux. Il y a analogie complète entre ce cas et celui qui nous intéresse, car les motifs pour trancher la question dans un sens ou dans l'autre sont absolument les mêmes.

Pour nous, nous croyons que l'article 1385 est basé également sur une présomption simple, c'est-à-dire pouvant être combattue par la preuve con-

1. Voir dans ce sens. Cass. civ., 27 octobre 1885 et 9 mars 1886, S. 1886, 1. 33 et 244. — Cas. Req., 1^{er} février 1892, *Rec. pér. des ass.*, 1892, p. 237. — Cas. civ., 8 janvier 1894, S. 1894, p. 184. — C. de Paris, 13 avril 1892, *Rec. pér. des ass.*, 1892, p. 569. — C. de Dijon, 21 juin 1894, *Rec. pér. des ass.*, 1894, p. 656. — C. d'Orléans, 1^{er} août 1896, *Rec. pér.*, 1896, p. 596. — Trib. civ., Seine, 4 décembre 1891, 27 juillet 1892, 1^{er} février 1893 ; 15 février 1893, *Rec. pér. des ass.*, 1892, p. 243 et 586, 1893, p. 199 et 293.

traire. De droit commun, la preuve contraire est toujours admise en matière de présomptions, et rien ne nous permet de croire que le législateur ait voulu enlever ce droit au propriétaire d'un animal (1).

Cette présomption de faute, dans l'esprit du législateur de 1804, n'a pas d'autre raison, croyons-nous, que le souci de forcer les propriétaires d'animaux à les surveiller avec la plus grande vigilance, dans un intérêt de sécurité publique. C'est ce qui ressort des paroles de Bertrand de Greuille au tribunal : « Ce dommage doit être imputé, soit au défaut de garde et de vigilance de la part du maître, soit à la témérité, à la maladresse ou au peu d'attention de celui qui s'est servi de l'animal (2). » Ces causes sont les plus fréquentes, c'est vrai ; mais il peut y en avoir d'autres, et dans ce cas, rien n'autorise à refuser au propriétaire le droit de le prouver.

1. Voir dans ce sens trib. de com. de la Seine, 28 octobre 1903. *Rec. pér. des ass.*, 1903, p. 115. — Trib. civ. de la Seine, 30 décembre 1892. *Rec. pér.*, 1893, p. 102. Toulouse 5 avril 1805 ; S. 1865. 2. 205. — Montpellier, 1866. S. 1867. 2. 220. — Paris, 17 mars 1884. S. 1886. 2. 97.

Voir également Huc, t. VIII, p. 602. — Sourdat, t. II, p. 680. — Labbé, S. 1886. 2. 97, Colmet de Santerre, v. 366 *bis*.

2. Fenet, t. XIII, p. 476.

CHAPITRE III

DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES IMMOBILIÈRES

L'article 1386 déclare le propriétaire d'un bâtiment responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Le vice de construction provient d'une faute contre les règles de l'art de bâtir, et particulièrement contre les lois, ordonnances et arrêtés que les architectes sont tenus d'observer.

Le défaut d'entretien consiste dans la négligence apportée à la réparation des dégradations survenues au bâtiment depuis sa construction.

Quelle est donc la base de la responsabilité édictée par cet article ?

Nous avons vu que certains auteurs prétendent y trouver un exemple d'obligation légale. L'article 1386, disent-ils, base la responsabilité du propriétaire d'un immeuble sur autre chose qu'un délit ou un fait d'imprudence. Que le défaut d'entretien puisse être imputé à faute au propriétaire,

cela se comprend, mais le rendre responsable d'un vice de construction, c'est manifestement fonder sa responsabilité sur un risque et non sur une faute. Comment prétendre en effet, qu'il a commis une faute lorsqu'il a ignoré ce vice de construction, ou lorsqu'il lui était impossible de le découvrir. C'est là, une responsabilité attachée à la propriété elle-même (1).

Il nous est impossible d'admettre une pareille théorie. Il est incontestable à consulter les travaux préparatoires que le législateur a présumé la faute du propriétaire. Pourquoi cela ? Nous allons en trouver la raison dans les travaux préparatoires au discours du tribun Bertrand de Greuille. « C'est donc le seul fait de l'écroulement qui peut légitimer la plainte et la demande du lésé et déterminer une condamnation à son profit. C'est après cet écroulement qu'il est permis d'examiner le dommage, de fixer son importance, et c'est alors enfin que le juge en prononce la réparation, s'il est établi que *la négligence du maître à entretenir son bâtiment où l'ignorance des ouvriers qu'il a employés à sa construction en ont déterminé la chute* ». Voilà qui est clair. D'après les paroles du tribun, on peut interpréter ainsi l'article 1386, ou la ruine est due à un défaut d'entretien et c'est

1. Cass., 19 avril 1887 (S. 1887. 1. 217).

alors la négligence du maître qui entraînera sa responsabilité, ou elle est due à un vice de construction et alors celle-ci sera basée sur l'ignorance des ouvriers, c'est-à-dire, dans la pensée du législateur, sur la faute du maître qui aura choisi des ouvriers ignorants (1).

Il est invraisemblable d'autre part, que les auteurs du Code, s'ils avaient voulu établir une responsabilité d'une si grande importance, l'aient fait par cette voie détournée.

L'idée de faute domine donc les responsabilités de l'article 1386 comme elle domine tous les autres cas de responsabilité. Et la jurisprudence est unanime ou à peu près à voir dans cet article une présomption de faute contre le propriétaire mais une présomption irréfragable.

« Attendu qu'en vertu du principe consacré par l'article 1386 du Code civil, le vice de construction est *une faute* dont la responsabilité retombe sur le propriétaire de la maison qui a communiqué le feu à l'immeuble voisin et que cette res-

1. Dans le même esprit la Cour de Dijon a décidé avec beaucoup de raison, qu'une commune, propriétaire d'un édifice classé parmi les monuments historiques, n'est cependant pas responsable du dommage causé par sa ruine, bien que l'accident soit la suite d'un vice de construction, aucune présomption de faute ne pouvant peser sur elle dès l'instant où elle a cessé d'avoir le droit de remédier aux vices de construction (Dijon, 21 janvier 1869. S. 1870. 2. 74).

Dans le même sens, Lyon, 2 janvier 1863.

ponsabilité pèse directement sur le propriétaire actuel qu'il soit ou non l'auteur de la construction vicieuse, sauf, dans ce dernier cas, son recours contre son vendeur ou tout autre prédécesseur ou ayant cause. (Lyon, 15 déc. 1876) (1).

Quant à nous, nous estimons que la présomption de l'article 1386 comme toutes les présomptions que nous avons étudiées jusqu'à présent doit tomber devant la preuve contraire (2).

Nous en déduisons donc cette conclusion, contraire, il est vrai, à la jurisprudence la plus constante et à la majorité de la doctrine (3), mais qui n'en est pas moins logique, à savoir que : le propriétaire peut faire tomber la présomption qui pèse sur lui, en prouvant qu'il n'y a aucune faute de sa part. Si nous prenons par exemple le cas d'un acheteur d'immeuble, ce dernier ne sera pas responsable envers son voisin, chez lequel s'est communiqué un incendie causé par le vice de construction de la maison achetée, s'il prouve qu'il n'avait pas connaissance de ce vice de construction et cela bien qu'il ait vérifié suffisamment

1. *J. des ass.* p. 91. 1877. V. dans le même sens Cass., 14 déc. 1896. S. 1898. 1. 137, et note de M. Paul Bressolles.

2. L'article 1386 n'est qu'un corollaire de l'article 1384. La restriction par lui apportée au principe de l'article 1384 est des plus importante puisque le propriétaire d'un bâtiment n'est présumé responsable que lorsque l'incendie est dû à un vice de construction ou à défaut d'entretien.

3. Voir cependant dans notre sens Sourdat, *op. cit.* t. II, n° 1453. — Laurent, *op. cit.*, t. XX, n° 639.

l'état de la construction et les titres de propriété.

Il est bon de noter que si, dans notre système, le propriétaire du bâtiment peut opposer à ses voisins l'ignorance dans laquelle il se trouvait à l'égard du vice de construction, qui a causé les dommages d'incendie dont ces derniers demandent réparation, il n'en est pas de même à l'égard des locataires de ce bâtiment. Entre eux et lui existe un contrat : le contrat de louage et d'après l'article 1721, le bailleur doit garantie pour tous les vices ou défauts de la chose louée, qui en empêchent l'usage, *quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail* ; et s'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser. Donc vis-à-vis du locataire, le propriétaire est toujours tenu du vice de construction, qu'il soit en faute ou non, mais cela en vertu de l'article 1721 et non de l'article 1386.

Quand au défaut d'entretien, le propriétaire n'en est responsable également que s'il est en faute. Il pourra donc se disculper en prouvant qu'il n'a pas eu connaissance du besoin de réparation, et cette preuve lui sera facile à faire, quand par exemple, les détériorations consisteront dans des fentes intérieures d'une cheminée, fentes invisibles et alors que rien ne pouvait lui faire supposer qu'elles existaient.

CONCLUSION

Il résulte de notre étude que le Code est demeuré fidèle à ce principe essentiel : « Pas de responsabilité sans faute ». Spécialement, l'auteur direct ou indirect d'un incendie n'est responsable des dommages qui en résultent qu'autant qu'il est en faute. A la responsabilité du fait personnel, à la responsabilité du fait des personnes, à la responsabilité du fait des choses, nous trouvons comme base unique : la faute. Et si les articles 1384-1385 et 1386 édictent des présomptions, du moins donnent-ils tous le droit à la preuve contraire.

Tel est le système du Code, le seul conforme à la tradition, le seul qui réponde à la pensée du législateur de 1804.

Mais depuis cette époque, l'état social a subi de profondes modifications. Les conditions dans lesquelles s'exerce notre activité ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Il est compréhensible que ce changement opéré dans la vie sociale exige un

changement correspondant dans les règles qui régissent les relations des individus entre eux.

Mais, puisqu'il faut modifier ces règles ayons recours à l'intervention du législateur plutôt qu'à une interprétation abusive des textes.

Si ces textes sont « morts et inanimés », remplaçons-les par d'autres ; mais n'essayons pas de leur faire dire ce qu'ils ne disent pas.

Un premier pas a été fait en 1898 pour les accidents du travail.

Nous souhaitons que l'idée d'une responsabilité objective, en ce qui concerne la responsabilité du fait des choses, se généralise, car il nous semble équitable que le propriétaire réponde des dommages causés par sa chose, même s'il n'est pas en faute.

Cette chose, en effet, il aurait pu ne pas la posséder, du jour où il l'introduit dans le milieu social pour son usage, sa commodité, bien souvent pour son plaisir, n'est-il pas profondément juste qu'il en réponde, qu'il la prenne tout entière avec ses avantages mais aussi avec ses charges ? n'est-il pas illogique de scinder les bénéfices qu'elle procure et les préjudices qu'elle occasionne ? de garder les uns pour lui et de laisser les autres à ceux qui en sont les victimes ? Ce sont les profits et les pertes de la propriété, de la possession, de la garde, qu'il a volontairement assumées.

Nous sommes donc partisans en législation du système de la responsabilité directe du fait des choses basée sur une obligation légale. Mais faut-il aller plus loin et après avoir éliminé la faute de l'article 1384, alinéa 1, l'éliminer également des articles 1382 et 1383 ? Nous le pensons. Toutefois à l'encontre de cette solution on fera valoir que le droit à la vie ayant pour corollaire indispensable le droit à l'action, tant que celle-ci s'exerce normalement, c'est-à-dire sans faute, nous ne devons pas être responsable du dommage qu'elle cause. Elle ne devient critiquable, dira-t-on, que dès le moment où notre volonté plus ou moins délibérément s'abstient des règles de la prudence ordinaire. Ceux qui nous entourent ne peuvent exiger qu'une chose, c'est qu'elle soit prudente, sage, ordonnée, mais non qu'elle n'ait pas des conséquences dommageables pour leur personne ou pour leur bien.

Ces objections nous paraissent tellement profondes, que nous ne croyons pas que la question soit suffisamment mûre pour qu'un changement aussi radical puisse avoir lieu actuellement.

Quoi qu'il en soit, revenant à notre matière, nous souhaitons voir, dès maintenant, rendre responsables de plein droit tous les propriétaires de choses mobilières ou immobilières, animées ou inanimées qui occasionnent des incendies, entre

autres les propriétaires de locomobiles, chaudières à vapeur, automobiles et les compagnies de chemins de fer ; cette responsabilité ne devant tomber que devant le cas de force majeure.

Mais nous le répétons, cette théorie de l'obligation légale même en ce qui concerne la responsabilité du fait des choses n'est pas compatible avec les textes du Code, et puisqu'elle est devenue nécessaire, c'est l'article du Code concernant cette responsabilité qui doit être modifié.

Vu : le président de la thèse,

WEISS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 4^e édit.,
1879.

Baudry-Lacantinerie. — Précis de droit civil.

Dalloz. — Recueil périodique de jurisprudence.

— Répertoire. V^o Incendie.

Demolombe. — Cours de Code Napoléon.

Denizard. — Collection des décisions nouvelles, 1771.

Dhorne. — De la responsabilité civile qui incombe à une
personne à raison de dommage causé par une
autre, 1898.

Duranton. — Cours de droit français suivant le Code
civil.

Esmein. — Note au Sirey, 97. 1. 19 ; S. 98. 1. 70.

Girard. — Manuel de droit romain.

Huc. — Commentaire théorique et pratique du Code
civil.

Josserand. — De la responsabilité du fait des choses
inanimées. Paris, 1897.

Jhering. — De la faute en droit privé. Paris, 1880.

Labbé. — Note au Sirey, 71. 1. 9. 84.

Larombière. — Théorie et pratique des obligations. Paris, 1885.

Laurent. — Principes de droit civil.

Lefèvre. — Responsabilité délituelle contractuelle. Revue pratique de législation et de jurisprudence. Année, 1886, p. 485.

Merlateau. — De l'assurance contre le recours des voisins en cas d'incendie, 1902.

Merlin. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence. 3^e édit., Paris, 1827.

Pisier. — De la responsabilité du fait des choses. Fondement juridique, 1899.

Planiol. Cours de droit civil, t. II.

Richard et Maucorps. — Traité de la Responsabilité civile en matière d'incendie.

Rousseau de la Combe. — Recueil de la jurisprudence civile. 3^e édit. 1753.

Saleille. — Les accidents de travail. Paris, 1897.

— Note au Dalloz, 1897. 1. 433.

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

Sourdat. — Traité général de la responsabilité et des dommages-intérêts en dehors des contrats.

Toullier. — Le droit civil français suivant l'ordre du Code, 4^e édit., Paris, 1824.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.....	8
<i>Section I.</i> — Principe de la responsabilité civile.....	8
<i>Section II.</i> — Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle.....	13

PREMIÈRE PARTIE

*De la responsabilité à raison de son fait personnel
(Recours des voisins)*

CHAPITRE UNIQUE.....	23
<i>Section I.</i> — De la faute.....	23
<i>Section II.</i> — De la preuve de la faute.....	35
§ 1. — A qui incombe cette preuve.....	35
§ 2. — De la preuve de la relation de cause à effet.....	41

DEUXIÈME PARTIE

De la responsabilité à raison du fait des personnes

PRÉLIMINAIRES.....	43
CHAPITRE I. — Responsabilité des père et mère à rai-	

son du fait de leurs enfants.....	47
<i>Section I.</i> — Fondement de cette responsabilité.	47
<i>Section II.</i> — Conditions pour que cette responsabilité soit encourue.....	51
<i>Section III.</i> — Les termes de l'article 1384 concernant les père et mère sont-ils restrictifs?	57
§ 1. — Responsabilité de la mère.....	57
§ 2. <i>Quid</i> en ce qui concerne les enfants naturels ?.....	59
<i>Section IV.</i> — Du droit à la preuve contraire..	61
CHAPITRE II. — De la responsabilité du fait des instituteurs et artisans à raison du fait de leurs élèves et apprentis.....	64
<i>Section I.</i> — Du fondement de cette responsabilité et de sa justification. Instituteurs publics.....	64
§ 1. — Du fondement de cette responsabilité et de sa justification.....	64
§ 2. — De la responsabilité des instituteurs publics.....	65
<i>Section II.</i> — De l'étendue de la responsabilité des instituteurs et artisans.....	67
§ 1. — Ce qu'il faut entendre par instituteurs et artisans.....	67
§ 2. — <i>Quid</i> en ce qui concerne l'élève ou l'apprenti majeurs.....	68
<i>Section III.</i> — Du droit à la preuve contraire.	70
CHAPITRE III. — De la responsabilité des maîtres et	

commettants à raison du fait de leurs domestiques et préposés.....	72
<i>Section I.</i> — Du fondement de cette responsabilité et de son étendue.....	72
§ 1. — De son fondement.....	72
§ 2. — Ce qu'il faut entendre par domestiques et préposés.....	74
§ 3. — Cette responsabilité ne concerne que les faits commis dans l'exercice de leurs fonctions	77
<i>Section II.</i> — Du droit à la preuve contraire...	82
CHAPITRE IV. — L'article 1384 est-il limitatif quant aux personnes qu'il énumère ?.....	86
<i>Section I.</i> — De la responsabilité du tuteur à raison du fait de son pupille.....	86
<i>Section II.</i> — De la responsabilité du mari relativement au fait de sa femme.....	90
<i>Section III.</i> — De la responsabilité du directeur d'une maison de correction, d'une colonie pénitentiaire ou d'un établissement d'aliénés, relativement au fait de l'un de ses pensionnaires.....	99
APPENDICE. — De l'action récursoire.....	105

TROISIÈME PARTIE

De la responsabilité à raison du fait des choses

CHAPITRE I. — De la responsabilité à raison du fait des choses mobilières inanimées.....	109
--	-----

PRÉLIMINAIRES.....	109
<i>Section I.</i> — Système de la faute aquilienne...	113
§ 1. — Exposé du système.....	113
§ 2. — Critique du système.....	117
<i>Section II.</i> — Elargissement de l'article 1386..	118
§ 1. — Exposé du système.....	118
§ 2. — Critique du système.....	120
<i>Section III.</i> — Système de la responsabilité directe du fait des choses.....	122
§ 1. — Système de l'obligation légale.....	129
a) Exposé du système.....	129
b) Critique du système.....	131
§ 2. — Système de la présomption <i>juris et de jure</i>	134
§ 3. — Système de la présomption <i>juris tan- tum</i>	138
CHAPITRE II. — De la responsabilité du fait des cho- ses mobilières animées.....	142
<i>Section I.</i> — De la base et de l'étendue de cette responsabilité.....	142
<i>Section II.</i> — Du droit à la preuve contraire..	144
CHAPITRE III. — De la responsabilité du fait des cho- ses immobilières.....	147
CONCLUSION.....	153

